

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 50.** De artikelen 12 tot en met 21, 34 en 45 treden in werking op 1 april 2019.

**Art. 51.** Met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding wordt bepaald door artikel 50, treedt dit decreet in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Voorstel tot decreet, n° 779-1 – Commissieamendementen, n° 779-2. Commissieverslag, n° 779-3. – Tekst aangenomen in de commissie, - n° 779-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, n° 779-5  
 Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 maart 2019.

---

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2019/14855]

**2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 7 et 10 du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 4 septembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2019 ;

Vu le « test genre » du 5 décembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 65.293/4 du Conseil d'État, donné le 14 mars 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la décision de l'instance de concertation et du comité ministériel rendue le 11 février 2019 telle que prévue aux articles 12 à 16 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2004 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en la matière ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° décret : le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

2° Code de qualité : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité de l'accueil ;

3° projet d'accueil : le projet d'accueil visé à l'article 20 du code de qualité.

4° contrat d'accueil : contrat conclu entre le(les) parent(s) et le pouvoir organisateur ou son représentant déterminant les droits et obligations des deux parties dans le cadre de l'accueil de l'enfant ;

5° crèche mobile : crèche au sens de l'article 3, 1°, du décret dont le lieu d'accueil varie d'un jour à l'autre avec déplacement de l'équipe qui prend en charge les enfants ;

6° plan Tandem : le dispositif réglementé par la commission paritaire n° 305 par convention collective du 27 octobre 2010 relative à l'harmonisation des barèmes et concordance des fonctions ;

7° crédit-temps : le mécanisme de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, instauré par la Convention collective de travail n° 77bis, conclue au sein du Conseil National du Travail, telle que complétée par la Convention collective de travail sectorielle du 9 septembre 2002 ;

8° prépension : le mécanisme de fin de carrière instauré par la Convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, telle que complétée par la Convention collective de travail du 14 février 2005 conclue pour les établissements et services de santé pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2007 ;

9° bénéficiaire : le travailleur du milieu d'accueil subventionné par l'ONE, engagé dans un contrat de travail à durée indéterminée et titulaire d'un poste subventionné par l'ONE, qui, conformément aux dispositions fixées par la Convention collective de travail du 5 décembre 2005 bénéficie du Plan Tandem ou de la mesure de prépension susvisée.

## TITRE II. — AUTORISATION D'ACCUEIL

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — DES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AUTORISATION D'ACCUEIL

#### SECTION 1<sup>re</sup>. — LE POUVOIR ORGANISATEUR

**Art. 2.** Le pouvoir organisateur doit s'abstenir de tout comportement, de toute attitude ou manifestation à caractère religieux ou philosophique de nature à entrer de manière manifeste en opposition avec le code de qualité ou le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Le pouvoir organisateur a connaissance des règles d'octroi et de maintien de l'autorisation d'accueil qu'il sollicite et s'engage à assurer un fonctionnement du milieu d'accueil conforme à celles-ci.

**Art. 3.** Tout pouvoir organisateur doit disposer d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Tout pouvoir organisateur doit disposer d'un accès internet et d'une adresse courriel pour lui-même d'une part et pour son milieu d'accueil d'autre part.

**Art. 4.** Avant autorisation, tout pouvoir organisateur élabore un plan financier intégrant l'ensemble des coûts et recettes afférents au fonctionnement du milieu d'accueil dans le respect des normes fixées par le décret et le présent arrêté.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Pour les accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et les co-accueils indépendants, chaque accueillant(e)s sous statut indépendant est son propre pouvoir organisateur.

Pour chaque co-accueil indépendant, les accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s qui décident d'exercer leurs activités ensemble en un même lieu, concluent une convention à durée indéterminée selon un modèle établi par l'ONE qui mentionne a minima :

- 1° la date d'entrée en vigueur de la convention ;
- 2° les modalités relatives à l'utilisation des locaux et des équipements ;
- 3° les modalités relatives au partage des revenus et des frais ;
- 4° les modalités relatives aux conséquences sur l'accueil des enfants, notamment en termes de continuité, des périodes d'indisponibilité de l'un(e) ou de l'autre accueillant(e), les parents en étant informés ;
- 5° les modalités relatives à la cessation d'activité de l'un(e) ou de l'autre accueillant(e), dont le préavis d'une durée suffisante permettant la recherche d'une alternative pour les enfants accueillis, les parents en étant informés.

§ 2. Le pouvoir organisateur d'un service d'accueil d'enfants ou d'une crèche doit être une ASBL, un pouvoir public ou une société à finalité sociale, en ce compris les sociétés coopératives.

#### SECTION 2. — CAPACITE D'ACCUEIL

**Art. 6.** Le pouvoir organisateur mentionne la capacité d'accueil souhaitée dans sa demande d'autorisation notamment au regard des règles fixées dans la présente section.

**Art. 7.** La crèche a une capacité d'accueil minimale de 14 places.

Au-delà de 14 places, les capacités d'accueil autorisables sont des multiples de 7.

**Art. 8.** L'accueillant(e) d'enfants indépendant(e) a une capacité d'accueil de 4 enfants équivalents temps plein et de 5 enfants présents simultanément au plus.

Pour des co-accueillant(e)s indépendant(e)s, la capacité d'accueil est de 8 enfants équivalents temps plein et de 10 enfants présents simultanément au plus.

**Art. 9.** Le service d'accueil d'enfants a une capacité minimale de 36 places d'accueil avec un maximum par lieu d'accueil de 4 en termes d'équivalents temps plein et de 5 enfants présents simultanément au plus.

Au-delà de 36 places, les capacités d'accueil autorisables sont des multiples de 36 places.

#### SECTION 3. — PROJET D'ACCUEIL ET CONTRAT D'ACCUEIL

**Art. 10.** Le pouvoir organisateur est responsable de l'établissement d'un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil.

Pour une crèche, il tend à ce que l'organisation du milieu d'accueil y soit structurée autour de groupes de maximum 14 enfants.

**Art. 11.** Le pouvoir organisateur établit un contrat d'accueil selon le modèle élaboré par l'ONE.

Le contrat d'accueil doit comprendre au minimum les dispositions suivantes :

- 1° la dénomination, le statut et les coordonnées du pouvoir organisateur, le type d'accueil organisé et les coordonnées du ou des milieu(x) d'accueil ;
- 2° l'identification des parents et de l'enfant ;
- 3° l'horaire de l'accueil de l'enfant ;

4° Les dates prévues d'entrée et de départ de l'enfant ; cette dernière date est présumée être celle de la prochaine rentrée scolaire qui suit la date du troisième anniversaire de l'enfant.

5° les modalités afférentes à la gestion des demandes d'accueil conformes aux articles 50 à 55;

6° les modalités afférentes au suivi médical préventif des enfants et à la surveillance de la santé communautaire ;

7° les modalités pratiques de l'accueil et de la période de familiarisation ;

8° le cas échéant, les dispositions relatives à l'avance forfaitaire

9° le montant, les modalités de calcul et de révision de la participation financière des parents ;

10° les modalités de révision et de résiliation du contrat, avec un délai de préavis de maximum 3 mois.

11° les assurances contractées par le pouvoir organisateur visée à l'article 31.

12° les modalités pratiques de fonctionnement et d'organisation.

**Art. 12.** Le pouvoir organisateur prévoit une période de familiarisation au cours de laquelle chaque enfant est accueilli, avant l'entrée en vigueur du contrat d'accueil, progressivement avec et sans ses parents en vue de faciliter la transition entre le milieu de vie et le milieu d'accueil.

Les modalités pratiques et financières de la période de familiarisation sont intégrées dans le contrat d'accueil.

#### SECTION 4. — PERSONNEL ET PERSONNES EN CONTACT REGULIER AVEC LES ENFANTS ACCUEILLIS

**Art. 13.** Le pouvoir organisateur s'assure que le personnel engagé avant l'autorisation ainsi que les personnes qui seront, à sa connaissance, appelées à être en contact régulier avec les enfants accueillis satisfont au prescrit de la présente section.

Pour les (co) accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et le personnel d'accueil des enfants des services d'accueil d'enfants dont le lieu d'accueil est le domicile ou la résidence, les membres du ménage sont assimilés à des personnes appelées à être en contact régulier avec les enfants accueillis.

Le pouvoir organisateur joint à sa demande d'autorisation un tableau récapitulatif selon le modèle fourni par l'ONE ainsi que les documents visés dans la présente section pour les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et pour la personne qu'il désigne pour le poste de direction.

#### SOUS-SECTION 1<sup>re</sup>. — GENERALITES

**Art. 14.** Le personnel du service d'accueil d'enfants et de la crèche ne peut être membre des instances décisionnelles du pouvoir organisateur.

**Art. 15.** En crèche et dans les services d'accueil d'enfants, le personnel de direction, le personnel d'encadrement psycho-médico-social et le personnel d'accueil des enfants est soit statutaire, soit sous contrat de travail.

En crèche, le personnel d'accueil des enfants peut également être sous convention de stage de longue durée dans le cadre de la formation en alternance ou de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à concurrence d'un stagiaire maximum par tranche complète de 14 places.

**Art. 16.** Le pouvoir organisateur, en ce compris les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s pour elles-mêmes, dispose pour toute personne de 18 ans et plus appelée à être en contact régulier avec les enfants accueillis, préalablement à l'entrée en fonction ou à l'autorisation pour la famille en cas d'accueil à domicile, d'un extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle datant de moins de six mois et exempt de toute condamnation ou mesure d'internement pour fait de mœurs ou de violence à l'égard de mineurs.

Le cas échéant l'extrait de casier judiciaire est remplacé par un document équivalent émanant des autorités étrangères compétentes.

**Art. 17.** Le pouvoir organisateur, en ce compris les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s pour elles-mêmes, dispose pour toute personne de 15 ans et plus appelée à être en contact régulier avec les enfants accueillis, préalablement à l'entrée en fonction ou à l'autorisation pour la famille en cas d'accueil à domicile, d'un certificat médical datant de moins de trois mois attestant qu'au moment de l'examen, il n'existe aucun signe d'affection physique ou psychique susceptible de représenter un danger pour les enfants accueillis.

**Art. 18.** Le pouvoir organisateur, en ce compris les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s pour elles-mêmes, dispose pour toute personne de sexe féminin de 15 à 50 ans appelée à être en contact régulier avec les enfants accueillis, préalablement à l'entrée en fonction ou à l'autorisation pour la famille en cas d'accueil à domicile, de la preuve de l'état d'immunité contre la rubéole.

**Art. 19.** Le pouvoir organisateur d'un service d'accueil d'enfants pour ses accueillant(e)s d'enfants salarié(e)s et l'accueillant(e) d'enfants indépendant(e) pour elle-même dispose de la preuve que les enfants de moins de 4 ans du ménage sont vaccinés dans le respect du schéma élaboré par la Communauté française.

Une exemption totale ou partielle de l'obligation visée à l'alinéa précédent peut être octroyée par l'ONE pour motif d'ordre médical.

#### SOUS-SECTION 2. — FONCTIONS ET FORMATION INITIALE

**Art. 20.** Le pouvoir organisateur, en ce compris les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s pour elles-mêmes, dispose pour chaque membre du personnel visé aux articles 21, 22 et 24 d'une copie du diplôme attestant du respect des règles en matière de formation initiale.

**Art. 21.** A l'exception de l'accueillant(e) d'enfants indépendant(e) et du co-accueil indépendant, le pouvoir organisateur désigne un(e) directeur(trice) qui a entre 21 et 67 ans et qui a pour fonctions principales :

- d'assurer la gestion administrative et organisationnelle du milieu d'accueil ;
- d'assurer la gestion d'équipe et des ressources humaines (recrutement, insertion, évaluation, plan de formation, organisation du travail d'équipe/ des horaires) ;
- d'accompagner le changement dans les équipes (orientation des pratiques, ...) ;
- de veiller, de participer et de coordonner la mise en œuvre effective du projet d'accueil, à son évaluation et à son évolution en ce compris dans ses dimensions sociales et de santé ;
- d'instaurer une approche des relations avec les parents et les enfants favorisant l'accessibilité à tous et le soutien à la parentalité ;

- d'assurer un rôle d'interface auprès des familles, des partenaires, des acteurs locaux, développer des actions permettant une ouverture à la communauté locale.

En crèche, le directeur(trice) exerce ses fonctions dans le ou les lieux d'accueil.

**Art. 22.** Dans les services d'accueil d'enfants et les crèches, le personnel d'encadrement psycho-médico-social a entre 21 et 67 ans et a pour fonctions principales conjointement avec le(la) directeur(trice) :

- de développer et de mettre en œuvre une approche des relations avec les parents et les enfants favorisant l'accessibilité à tous et le soutien à la parentalité ;
- de soutenir et participer à la mise en œuvre du projet d'accueil, son évaluation et son évolution;
- de contribuer à la promotion de la santé et à la santé communautaire ;
- de participer à la gestion administrative, organisationnelle ainsi qu'au management du personnel.

Dans les services d'accueillant(e)s d'enfants, le personnel d'encadrement psycho-médico-social a en charge l'encadrement des accueillant(e)s salarié(e)s et des co-accueils salariés.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup> Les formations initiales permettant aux personnes qui en sont titulaires d'exercer la fonction d'encadrement psycho-médico-sociale sont les suivantes :

a) Diplômes à finalité psycho-médico-sociale de l'enseignement supérieur de type court :

1. Bachelier en psychologie ;
2. Bachelier assistant social ;
3. Bachelier en soins infirmiers ;

b) Diplômes à finalité psycho-médico-sociale de l'enseignement supérieur de type long :

1. Master en sciences psychologiques et de l'éducation ;
2. Master en ingénierie et action sociale ;
3. Master en sciences de la santé publique.

§ 2. A l'exception des crèches de 14 places, les formations initiales permettant aux personnes qui en sont titulaires d'exercer la fonction de direction sont toutes les formations de niveau supérieur à orientation psycho-pédagogique, de santé ou sociale.

Les formations initiales permettant aux personnes qui en sont titulaires d'exercer la fonction de direction au sein d'une crèche de 14 places sont exclusivement celles visées au § 1<sup>er</sup>.

L'exercice de la fonction de direction nécessite, en outre, de justifier dans les deux ans de la prise de fonction d'une formation complémentaire reconnue par l'ONE.

**Art. 24.** Les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et le personnel d'accueil des enfants des services d'accueil d'enfants et des crèches ont entre 18 ans et l'âge légal de la pension avec un maximum de 67 ans.

Ils assurent les fonctions principales suivantes :

- apporter aux enfants les soins nécessaires à leurs besoins quotidiens et leur offrir des conditions riches de développement au niveau physique, psychologique, cognitif, affectif et social ;
- assurer l'hygiène du milieu d'accueil ;
- de contribuer à la réalisation des repas adaptés et à l'organisation pratique du milieu d'accueil ;
- mettre en œuvre le projet d'accueil et contribuer à son évaluation et à son évolution ;
- assurer l'accueil des familles et des enfants, les relations quotidiennes avec les parents dans un esprit de partenariat ;
- assurer un accompagnement d'éventuels stagiaires.

**Art. 25.** Les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et le personnel d'accueil des enfants des services d'accueil d'enfants et des crèches justifient d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur et d'une des formations initiales suivantes :

- Certificat de qualification en puériculture ;
- Certificat de qualification auxiliaire de l'enfance ;
- Certificat de qualification éducateur ;
- Certificat de qualification agent d'éducation ;
- Diplôme de formation « Chef d'entreprise : accueillant(e) d'enfants » délivré par l'IFAPME ou l'espace Formation PME de la Cocof.

#### SECTION 5. — INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENTS

**Art. 26.** Le pouvoir organisateur s'assure que son activité répond aux exigences en matière d'urbanisme.

Le pouvoir organisateur doit pouvoir justifier d'un droit d'occupation d'une durée minimale de 3 ans sur le ou les lieu(x) d'accueil où il organise l'accueil des enfants.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux pouvoirs organisateurs des services d'accueil d'enfants pour ce qui concerne les accueillant(e)s d'enfants à domicile.

**Art. 27.** Le pouvoir organisateur veille à ce que ses infrastructures et équipements de son ou ses lieu(x) d'accueil assurent aux enfants des conditions d'accueil qui leur apportent sécurité, salubrité, hygiène et espace et qui soient de nature à favoriser leur bien-être et épanouissement, dans le respect du code de qualité et des modalités fixées en annexe du présent arrêté.

**Art. 28.** Le pouvoir organisateur fournit à l'ONE une description et un plan des infrastructures permettant d'identifier les différents locaux affectés au fonctionnement :

- pour l'accueillant(e) d'enfants indépendant(e) ;
- pour la crèche ;
- pour chaque lieu d'accueil déjà identifié pour les services d'accueil d'enfants et les crèches mobiles.

#### SECTION 6. — GESTION ET COUVERTURE DES RISQUES

**Art. 29.** Le pouvoir organisateur réalise une analyse de risques portant sur la sécurité, la santé et le bien-être du personnel ainsi que des enfants et instaure une procédure de gestion de crise. Il veille à ce que son personnel :

- soit informé du résultat de l'analyse de risques,
- soit à même de mettre en œuvre la procédure de gestion de crise.

Le pouvoir organisateur communique à l'ONE un numéro de téléphone mobile pour permettre à l'ONE d'entrer en contact en cas d'urgence.

**Art. 30.** Le pouvoir organisateur transmet à l'ONE un rapport du Service incendie compétent attestant du respect des conditions de lutte et de prévention contre l'incendie pour chaque lieu d'accueil identifié avant autorisation.

**Art. 31.** Le pouvoir organisateur contracte les assurances en responsabilité civile, professionnelle et dommages corporels couvrant son activité.

#### SECTION 7. — RELATION AVEC L'ONE

**Art. 32.** Le pouvoir organisateur a connaissance des missions assurées par l'ONE et par ses agents qu'il s'engage à respecter.

**Art. 33.** Préalablement à l'introduction de la demande d'autorisation d'accueil, le pouvoir organisateur participe au processus préparatoire, dont l'objectif est la préparation du dossier d'autorisation, organisé par l'ONE.

#### CHAPITRE II. — PROCEDURE D'OCTROI et DE REFUS DE L'AUTORISATION D'ACCUEIL

**Art. 34.** Au terme du processus préparatoire visé à l'article 33, le pouvoir organisateur peut introduire une demande d'autorisation d'accueil conforme au modèle prévu par l'ONE.

Pour être déclarée complète, la demande d'autorisation doit être dûment complétée et signée par une personne à même d'engager le pouvoir organisateur et les documents suivants doivent y être annexés :

- a) Un plan financier de base, selon le modèle fourni par l'ONE, permettant d'établir de manière raisonnable la viabilité financière du projet.
- c) Pour une demande portant sur un(e) accueillant(e) d'enfants indépendant(e) souhaitant exercer son activité en un même lieu avec une autre accueillant(e), la convention visée à l'article 5, alinéa 2.
- d) Le projet d'accueil visé à l'article 10.
- e) Le contrat d'accueil visé à l'article 11.
- f) Le tableau récapitulatif du personnel et des personnes en contact régulier avec les enfants visé à l'article 13, alinéa 3.
- g) Pour la personne désignée pour assurer la direction et les personnes visées à l'article 13, aliéas 1 et 2 :
  - L'extrait de casier judiciaire visé à l'article 16.
  - Le certificat médical visé à l'article 17.
  - La preuve de l'immunité contre la rubéole prévue à l'article 18.
  - Une copie du diplôme attestant du respect des règles en matière de formation initiale visée aux articles 23 et 25.
  - La preuve du respect du schéma de vaccination de la Communauté française pour les enfants du ménage visée à l'article 19.
- h) Une attestation sur l'honneur relative à la conformité aux règles d'urbanisme et au droit d'occupations visée à l'article 26.
- i) Les documents permettant d'assurer le respect de l'article 27.
- j) Une description et un plan des infrastructures visés à l'article 28.
- k) Une attestation sur l'honneur relative au respect des articles 29 et 31.
- l) Le numéro de téléphone mobile prescrit par l'article 29, alinéa 2.
- m) Le rapport du service d'incendie visé à l'article 30.

**Art. 35.** Dans les 15 jours à dater de la réception de la demande d'autorisation, l'ONE adresse au pouvoir organisateur un avis déclarant le dossier complet ou incomplet.

Si le dossier est déclaré incomplet, l'ONE mentionne dans son accusé de réception les documents et/ou informations manquant(e)s.

Le demandeur doit avoir fourni un dossier complet dans un délai de maximum 3 mois à compter de l'envoi de l'avis de dossier incomplet.

Dans les 15 jours à dater de la réception des derniers documents ou informations manquantes, l'ONE envoie au pouvoir organisateur un avis de dossier complet.

**Art. 36.** Concomitamment à l'envoi de l'avis de dossier complet, l'ONE sollicite l'avis visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du décret.

**Art. 37.** Pour chaque demande d'autorisation, un rapport est établi, selon les modalités reprises en annexe, par les agents compétents de l'ONE, selon un modèle uniformisé et reprenant l'avis des agents concernés.

Pour les lieux d'accueil d'un service d'accueil d'enfants ou d'une crèche mobile, un rapport portant sur l'infrastructure et les équipements est fourni par le pouvoir organisateur.

Dans le cadre de l'examen de la demande d'autorisation, l'ONE peut réclamer des informations ou documents complémentaires et notamment un certificat médical établi par un médecin spécialiste.

Indépendamment de la conformité aux conditions d'octroi de l'autorisation, il ne peut ressortir de l'examen de la demande d'autorisation d'éléments qui laissent manifestement apparaître une inaptitude du pouvoir organisateur à réaliser un accueil conforme aux conditions de maintien de l'autorisation visées au chapitre III.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. L'ONE statue sur la demande d'autorisation d'accueil dans les 60 jours qui suivent l'avis déclarant le dossier complet et communique sa décision au pouvoir organisateur ainsi qu'au bourgmestre compétent ayant rendu un avis conformément à l'article 6 du décret.

A l'issue de son analyse de la demande d'autorisation, l'ONE prend, en première instance, une des décisions suivantes :

1. octroyer l'autorisation d'accueil pour la capacité d'accueil sollicitée ;
2. octroyer l'autorisation d'accueil pour une capacité d'accueil inférieure à celle sollicitée ;
3. refuser provisoirement la demande d'autorisation en octroyant au demandeur un délai adéquat de mise en conformité ;
4. refuser la demande d'autorisation.

§ 2. Toute décision de refus provisoire mentionne les éléments qui doivent être mis en conformité ainsi que le délai octroyé.

Ce délai peut être prolongé à la demande du pouvoir organisateur.

Au plus tard dans les 30 jours suivant la mise en conformité annoncée par le pouvoir organisateur ou après l'échéance du délai de mise en conformité, l'ONE réexamine la demande et peut alors décider :

1. d'octroyer l'autorisation d'accueil pour la capacité d'accueil sollicitée ;
2. d'octroyer l'autorisation d'accueil pour une capacité d'accueil inférieure à celle sollicitée ;
3. de procéder au refus définitif de l'autorisation.

§ 3. Les décisions de l'ONE visées aux paragraphes précédents sont motivées et notifiées au pouvoir organisateur par courrier recommandé à la poste dans les trois jours ouvrables de leur adoption.

Toute décision d'octroi ou de refus définitif d'autorisation est également notifiée au Bourgmestre compétent.

Les notifications de décision de refus définitif ou de réduction de la capacité demandée informent le demandeur de la possibilité de recours auprès du Conseil d'administration et des modalités d'introduction de celui-ci.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Toute décision, prise en première instance, de refus d'autorisation ou de réduction de la capacité d'accueil demandée est susceptible de recours auprès du Conseil d'Administration de l'ONE.

Sous peine de forclusion, le recours doit être introduit par lettre recommandée dans les 30 jours de la notification de la décision contestée.

§ 2. Le requérant mentionne dans son recours les griefs formulés à l'encontre de la décision et précise s'il souhaite ou non être entendu.

Si le requérant demande à être entendu, une représentation de l'instance dont émane la décision sera également entendue.

Le Conseil d'administration, ou les personnes qu'il désigne en son sein, procède à l'audition du requérant.

Un procès-verbal de cette audition est établi et signé par les personnes présentes.

§ 3. A l'issue de son examen du recours le Conseil d'administration, le cas échéant après octroi d'un délai supplémentaire, prend une des décisions suivantes :

1. Confirmer la décision prise en première instance.
2. Infirmier la décision prise en première instance en octroyant, selon le cas, soit l'autorisation d'accueil soit une autre capacité d'accueil que celle retenue en première instance.

Le Conseil d'Administration motive formellement sa décision et la notifie dans les trois jours ouvrables, par lettre recommandée, au requérant.

La décision est également notifiée au Bourgmestre compétent.

### CHAPITRE III. — DES CONDITIONS DE MAINTIEN DE L'AUTORISATION

#### SECTION 1<sup>re</sup>. — POUVOIR ORGANISATEUR

**Art. 40.** Le pouvoir organisateur doit, durant toute la durée de fonctionnement de son milieu d'accueil, respecter les conditions visées au chapitre 2 sur la base desquelles l'autorisation lui a été octroyée ainsi que les conditions visées au présent chapitre.

Le pouvoir organisateur avertit l'ONE, selon les modalités qu'il détermine, de tout changement pouvant avoir une conséquence significative sur les conditions de l'accueil des enfants ainsi que de tout accident grave survenu dans le milieu d'accueil.

Le pouvoir organisateur tient selon les modalités définies par l'ONE une liste à jour des enfants accueillis, l'horaire d'accueil et les coordonnées des parents.

Le pouvoir organisateur envoie à l'ONE un rapport annuel d'activité selon le modèle prévu par l'ONE.

#### SECTION 2. — CAPACITE D'ACCUEIL

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Toute modification de la capacité d'accueil d'un milieu d'accueil impliquant une modification de l'autorisation initiale doit obtenir l'accord préalable de l'ONE selon la procédure fixée au chapitre II.

Pour les demandes de modifications de la capacité d'accueil, l'ONE détermine les documents qui doivent être fournis parmi ceux visés à l'article 34 al. 2.

§ 2. La capacité autorisée d'un service d'accueil d'enfants est revue par l'ONE tous les cinq ans en fonction du nombre de places effectives ou d'initiative en cas de baisse de plus d'un tiers des places effectives du service d'accueil d'enfants dans l'année qui précède.

Toute réduction de la capacité autorisée par l'ONE fait l'objet d'un préavis de 6 mois notifié au pouvoir organisateur.

**Art. 42.** A titre exceptionnel et sur demande motivée introduite par le pouvoir organisateur préalablement à la période concernée, l'ONE peut accorder, aux conditions qu'il fixe, une dérogation temporaire aux seuils de capacité visés aux articles 6 à 9. Cette dérogation ne peut porter préjudice à la qualité de l'accueil.

### SECTION 3. — PROJET D'ACCUEIL ET CONTRAT D'ACCUEIL

**Art. 43.** Le pouvoir organisateur et le personnel du milieu d'accueil mettent en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité.

Le pouvoir organisateur et son personnel s'assurent que leurs pratiques éducatives et comportement soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

**Art. 44.** Le pouvoir organisateur conclut un contrat d'accueil avec le(s) parent(s) pour chaque demande d'accueil qu'il a acceptée conformément à l'art. 55.

A la signature du contrat d'accueil, le pouvoir organisateur peut demander aux parents le versement d'une avance forfaitaire destinée à assurer la réservation de la place et à garantir la bonne exécution de leurs obligations contractuelles et financières tout au long de l'accueil de leur enfant.

L'avance forfaitaire correspond au maximum à l'équivalent d'un mois d'accueil, calculé sur base de la fréquentation demandée. Elle doit être restituée si l'entrée de l'enfant n'a pu avoir lieu pour un motif relevant d'un cas de force majeure ou à la fin de l'accueil si toutes les obligations parentales ont été exécutées et ce, dans un délai ne dépassant pas un mois.

**Art. 45.** Le pouvoir organisateur dispose des contrats d'accueil et projets d'accueil signés par les parents et les tient à disposition de l'ONE.

Toute modification du projet d'accueil ou du contrat d'accueil doit être approuvée par l'ONE préalablement à son application.

### SECTION 4. — RELATION AVEC LES PARENTS

#### SOUS-SECTION 1<sup>re</sup>. — GENERALITES

**Art. 46.** Le pouvoir organisateur et son personnel considèrent les parents individuellement et collectivement comme des partenaires actifs de l'accueil de leur enfant dans une logique de soutien à la parentalité.

**Art. 47.** Le pouvoir organisateur assure la continuité de l'accueil de l'enfant dans le respect des obligations fixées par le décret ou en vertu de celui-ci ainsi que par le contrat d'accueil.

**Art. 48.** Le pouvoir organisateur veille à ce qu'il soit donné une suite adéquate aux plaintes relatives au fonctionnement de son milieu d'accueil et le cas échéant collabore avec les agents de l'ONE qui en assurent le suivi.

Le pouvoir organisateur intègre la gestion des plaintes à son processus d'évaluation et d'amélioration de la qualité.

**Art. 49.** Le pouvoir organisateur veille à ce que les attestations fiscales, transmises par l'ONE, soient complétées et remises aux parents afin de leur permettre de bénéficier de la réduction d'impôts des personnes physiques.

#### SOUS-SECTION 2. — GESTION DES DEMANDES D'ACCUEIL

**Art. 50.** L'ONE met en place un système informatique de gestion centralisée des pré-demandes d'accueil qui favorise la recherche et l'accessibilité des places d'accueil, le contact direct entre les parents et les milieux d'accueil et le pilotage du système d'accueil ainsi que des programmations.

Les demandes d'accueil des parents doivent obligatoirement être introduites par le biais de ce système ainsi que les acceptations et refus des pouvoirs organisateurs.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Après rencontre avec les représentants du pouvoir organisateur, le(s) parent(s) peut (peuvent) confirmer la demande d'accueil.

Le pouvoir organisateur ne peut accepter une confirmation de demande d'accueil avant le 3<sup>ème</sup> mois révolu de grossesse.

§ 2. Le pouvoir organisateur met tout en œuvre pour répondre le plus adéquatement possible à chaque demande d'accueil de parents en concertation avec ceux-ci.

§ 3. Le pouvoir organisateur statue, dans le respect de l'ordre chronologique, mensuellement et simultanément sur l'ensemble des demandes d'accueil confirmées par le(s) parent(s) au cours du moins précédent.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur peut accepter immédiatement les demandes confirmées relevant des priorités visées à l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

**Art. 52.** Selon les modalités fixées par l'ONE, le pouvoir organisateur peut accorder une priorité pour les demandes d'accueil confirmées :

1. qui portent sur des besoins d'accueil spécifique au sens de l'article 88, 5<sup>o</sup> ;
2. qui émanent de parents confrontés à la fermeture imprévisible du milieu d'accueil où était accueilli leur enfant ;
3. qui émanent de parents dont l'un au moins habite, travaille, suit une formation sur le territoire de la Commune concernée lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir local ;
4. qui émanent de parents dont l'un au moins est membre du personnel d'un employeur qui fait partie du pouvoir organisateur ;
5. qui émanent de parents dont l'un au moins est membre du personnel d'une entreprise implantée dans une zone d'activité économique où se situe le milieu d'accueil et qui fait partie du pouvoir organisateur ;
6. qui émanent de parents dont l'un au moins est navetteur régulier lorsque le milieu d'accueil a été créé dans ou à proximité immédiate d'un site de mobilité et fait l'objet d'une convention de collaboration avec au moins une entreprise de transport public ;
7. qui émanent de parents s'engageant à participer activement à l'accueil des enfants dans une crèche si le projet d'accueil prévoit expressément cette participation.

Aucun autre critère de priorité ne peut être instauré par le pouvoir organisateur du milieu d'accueil.

Le pouvoir organisateur mentionne dans son contrat d'accueil les éventuels critères de priorité, leur modalité d'application ainsi que l'éventuelle application de la fréquentation minimale obligatoire.

**Art. 53.** Le refus d'une demande d'accueil confirmée ne peut se justifier que par les motifs suivants :

1. l'absence de place d'accueil disponible, le cas échéant, après application des critères de priorité à l'admission ;
2. le refus par les parents de souscrire au projet d'accueil ou au contrat d'accueil, étant entendu que si le projet d'accueil prévoit l'organisation de l'accueil par groupes d'âge, ces derniers ne peuvent être constitués de telle sorte qu'ils induisent des limites à l'accessibilité du milieu d'accueil telles qu'elles portent gravement atteinte au principe général de l'acceptation des demandes dans l'ordre chronologique de leur introduction ;
3. la fréquentation demandée inférieure à une moyenne de 12 présences mensuelles, en termes de jours ou de demi-jours, hormis durant les absences justifiées ou prévues de l'enfant.

**Art. 54.** Le pouvoir organisateur notifie aux parents, par écrit et dans les meilleurs délais, sa décision d'accepter ou de refuser la demande d'inscription conformément à l'article 50 alinéa 2 du présent arrêté.

En cas d'acceptation de la demande, le milieu d'accueil informe les parents du délai endéans lequel le contrat d'accueil doit être conclu et le projet d'accueil approuvé.

#### SECTION 5. — PERSONNEL ET PERSONNES EN CONTACT REGULIER AVEC LES ENFANTS ACCUEILLIS

##### SOUS-SECTION 1<sup>re</sup>. — GENERALITES.

**Art. 55.** Le pouvoir organisateur tient en permanence à jour un tableau récapitulatif du personnel et des personnes en contact régulier avec les enfants accueillis conforme au modèle fourni par l'ONE.

Le pouvoir organisateur transmet à l'ONE chaque année dans le courant du mois de janvier son tableau récapitulatif à jour ou à tout autre moment sur demande de l'ONE.

**Art. 56.** Le pouvoir organisateur en ce compris l'accueillant(e) d'enfants indépendant(e) pour lui(elle)-même tient en permanence à jour un dossier pour chaque membre du personnel et de chaque personne appelée à être en contact régulier avec les enfants accueillis au sens de l'article 13.

Ce dossier contient a minima :

- L'extrait de casier judiciaire visé à l'article 16 initial et renouvelé tous les cinq ans.
- Le certificat médical visé à l'article 17 initial et renouvelé chaque année.
- La preuve de l'immunité contre la rubéole prévue à l'article 18.
- Une copie du diplôme attestant du respect des règles en matière de formation initiale visée aux articles 23 et 25.
- La preuve du respect du schéma de vaccination de la Communauté française pour les enfants du ménage visée à l'article 19.

##### SOUS-SECTION 2. — NORMES MINIMALES POUR LE PERSONNEL DES MILIEUX D'ACCUEIL

**Art. 57.** Pour un service d'accueil d'enfants les normes minimales sont les suivantes :

1. Un(e) directeur(trice) à temps plein à partir de 72 places, à mi-temps en deçà.
2. Du personnel d'encadrement psycho-medico-social à concurrence de 0,5 ETP pour 36 places, augmenté de 0,5 ETP par tranche de 36 places.
3. Un(e) accueillant(e) salarié(e) pouvant accueillir 4 enfants équivalents temps plein et maximum 5 enfants présent simultanément.

**Art. 58.** En crèche, les normes minimales sont les suivantes :

1. Un(e) directeur(trice) à temps plein à partir de 70 places, à mi-temps en deçà.
2. Un(e) accueillant(e) pour 7 enfants simultanément présents.

**Art. 59.** Le temps prévu pour la fonction de direction et d'encadrement psycho-médico-social ne peut être structurellement consacré à l'accueil des enfants.

##### SOUS-SECTION 3. — FORMATION

**Art. 60.** Le pouvoir organisateur veille à ce que le personnel de direction, d'encadrement psycho-medico-social et le personnel accueillant justifient avant l'entrée en fonction de la formation initiale visée aux articles 23 et 25.

**Art. 61.** Le pouvoir organisateur établit, en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, un plan de formation continue en lien avec son projet d'accueil et pour la durée de celui-ci.

Le plan de formation continue est mis en œuvre notamment via la participation du personnel à des modules compris dans un programme de formation continue arrêté tous les 5 ans par le Gouvernement, sur proposition de l'ONE.

Les (co)accueillante(s) d'enfants indépendant(e)s et le personnel des autres milieux d'accueil participent à des formations continues en lien avec le plan de formation visé à l'alinéa précédent, à concurrence d'un minimum de deux jours par an en moyenne sur la durée du plan.

##### SECTION 6. — INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENTS

**Art. 62.** Le pouvoir organisateur dispose des documents attestant de son droit d'occupation du ou des lieux d'accueil où il organise l'accueil pour une durée initiale de 3 ans minimum et du renouvellement de ce droit, dans le respect de l'article 26.

**Art. 63.** Le pouvoir organisateur réalise une auto-évaluation régulière de la conformité de son infrastructure et de ses équipements à tous le moins dans le courant de sa première année de fonctionnement et tous les cinq ans.



**Art. 64.** Toute ouverture d'un nouveau lieu d'accueil ou déménagement même temporaire d'un lieu d'accueil doit faire l'objet d'une décision favorable préalable de l'ONE, au regard des modalités prévues à l'article 38.

L'ONE rend sa décision dans un délai de 60 jours à compter de l'introduction de la demande complète. Un recours administratif est prévu selon les modalités visées par l'article 39.

Pour ces demandes, l'ONE détermine les documents qui doivent être fournis parmi ceux visés au chapitre II.

#### SECTION 7. — GESTION ET COUVERTURE DES RISQUES

**Art. 65.** Le pouvoir organisateur revoit régulièrement l'analyse de risque et la procédure de gestion de crise visée à l'article 29 et y intègre notamment les résultats de l'auto-évaluation des infrastructures et équipements prévue à l'article 63.

Il veille à ce que la procédure de gestion de crise, l'analyse de risque et les mesures de prévention qui en résultent soient portées à la connaissance du personnel afin qu'il puisse les mettre en œuvre adéquatement.

**Art. 66.** Le pouvoir organisateur veille, pour chaque lieu d'accueil, au renouvellement quinquennal du rapport du Service incendie visé à l'article 30 et le transmet à l'ONE dans les meilleurs délais.

**Art. 67.** Le pouvoir organisateur assure le maintien en vigueur permanent des polices d'assurance visée à l'article 31.

#### SECTION 8. — SANTE

**Art. 68.** Le pouvoir organisateur veille à ce qu'une surveillance médicale préventive et de la santé de la collectivité soit assurée par le milieu d'accueil.

A cette fin, les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, les services d'accueil d'enfants et les crèches de quatorze places établissent un lien fonctionnel avec les services compétents de l'ONE.

**Art. 69.** Le pouvoir organisateur veille à ce que les enfants accueillis soient vaccinés dans le respect du schéma élaboré par la Communauté française,

Une exemption totale ou partielle de l'obligation visée à l'alinéa précédent peut être octroyée par l'ONE pour motif d'ordre médical.

Les vaccinations sont pratiquées par le médecin du milieu d'accueil, par le médecin de la consultation ou par un médecin du choix des parents. Dans ces deux dernier cas, les parents fournissent la preuve des vaccinations.

**Art. 70.** Dans le cadre de la surveillance médicale préventive, le carnet de l'enfant constitue le document de référence servant de liaison entre les différents intervenants et les parents. A cette fin, le pouvoir organisateur s'assure auprès des parents que ceux-ci le joignent aux effets qui accompagnent l'enfant dans le milieu d'accueil.

**Art. 71.** Lorsqu'un enfant est confié au milieu d'accueil, les parents fournissent un certificat médical d'entrée spécifiant :

- 1° le fait que son état de santé lui permet de fréquenter une collectivité d'enfants ;
- 2° les implications éventuelles de son état de santé sur la collectivité ;
- 3° les vaccinations déjà réalisées.

**Art. 72.** Le pouvoir organisateur s'assure que le milieu d'accueil n'accueille un enfant malade que selon les modalités déterminées par l'ONE et à la condition qu'un certificat médical atteste qu'au moment de l'examen, l'affection dont souffre l'enfant ne l'empêche pas de fréquenter le milieu d'accueil.

Lorsque l'enfant présente certaines maladies déterminées par l'ONE, la suspension de l'accueil pour une durée fixée par l'ONE s'impose de plein droit.

A l'exception du paracétamol, aucun médicament ne peut être administré à l'enfant en milieu d'accueil sans une attestation médicale.

**Art. 73.** L'accueil d'enfants porteurs d'un handicap est assuré dans le respect des modalités fixées par l'ONE visant à une inclusion au sein du milieu d'accueil conforme au code de qualité de l'accueil.

#### SECTION 9. — RELATION AVEC L'ONE

**Art. 74.** Le pouvoir organisateur collabore avec les agents de l'ONE dans une logique de partenariat visant à réaliser un accueil de qualité au bénéfice des enfants et des parents.

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur ou les membres dont il répond ne peuvent adopter de comportement qui fasse obstacle à la mission d'accompagnement, d'évaluation et de contrôle de l'ONE telle qu'elle résulte des articles 9 et 10 du décret.

Les rapports des agents de l'ONE sont, sauf circonstances exceptionnelles, transmis au pouvoir organisateur et au (à la) directeur(trice) du milieu d'accueil.

§ 2. L'ONE réalise un bilan général de fonctionnement du milieu d'accueil a minima au terme de sa première année de fonctionnement et ensuite tous les 5 ans, avec un bilan intermédiaire entre la 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année.

Les bilans généraux portent sur la mise en œuvre de l'ensemble des conditions d'autorisation d'accueil et en particulier sur la mise en œuvre du projet d'accueil et l'accessibilité de celui-ci.

Les bilans généraux visent à soutenir une démarche continue de développement de la qualité de l'accueil et s'appuient sur le travail réalisé par les équipes des milieux d'accueil, des outils d'auto-évaluation, l'accompagnement et l'évaluation externe réalisée par l'ONE.

Le pouvoir organisateur veille à ce que les bilans généraux soient communiqués au personnel du milieu d'accueil afin de favoriser la dynamique d'amélioration de la qualité.

## CHAPITRE IV. — FIN DE L'AUTORISATION

SECTION 1<sup>re</sup>. — CESSATION VOLONTAIRE

**Art. 76.** Lorsque le pouvoir organisateur souhaite cesser temporairement ou définitivement l'accueil au sein d'un lieu d'accueil relevant d'un milieu d'accueil autorisé, il en avertit préalablement l'ONE.

La cessation temporaire ne peut, sans accord de l'ONE, dépasser une période d'un an.

Sauf cas de force majeure, l'information visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> mentionne la date à laquelle la cessation d'activité prend cours et le cas échéant la durée prévue. Il est donné trois mois avant la cessation envisagée et mentionne les coordonnées de la ou des personnes de contact pour assurer le suivi des obligations consécutives à la cessation notamment en ce qui concerne :

- Le remboursement éventuel des avances forfaitaires visées à l'article 44, alinéa 2.
- La délivrance des attestations fiscales visées à l'article 49.

Vis-à-vis des parents le pouvoir organisateur demeure tenu de respecter les délais de préavis prévus dans les contrats d'accueil conclus avec les parents.

**Art. 77.** La cessation d'activité temporaire entraîne de plein droit la suspension de l'autorisation et l'interdiction d'accueil pour la durée correspondante.

L'ONE en informe le pouvoir organisateur ainsi que le Bourgmestre de la Commune concernée.

Lorsque l'activité d'accueil est suspendue pendant une période ininterrompue d'une durée de plus d'un an, l'autorisation est retirée de plein droit.

**Art. 78.** La cessation d'activité définitive entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation et l'interdiction d'accueil.

L'ONE en informe l'ancien pouvoir organisateur ainsi que le Bourgmestre de la commune concernée.

## SECTION 2. — SUSPENSION ET RETRAIT DE L'AUTORISATION PAR L'ONE

**Art. 79.** Lorsque le pouvoir organisateur ne respecte pas ou plus l'une ou plusieurs des conditions d'octroi ou de maintien de l'autorisation, les agents de l'ONE exigent la mise en conformité du milieu d'accueil sur base d'un rapport mentionnant les éléments auxquels il convient de remédier et le délai y afférent.

**Art. 80.** En cas de non-respect grave des conditions d'octroi ou de maintien de l'autorisation ou à défaut d'une collaboration du pouvoir organisateur en vue de remédier au manquement, les agents compétents de l'ONE lui adressent une mise en demeure de se mettre en conformité dans un délai déterminé.

Dans les circonstances visées à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur communique, à la première demande, aux agents de l'ONE la liste et les coordonnées des parents des enfants accueillis et à accueillir.

L'instance décisionnelle de l'ONE pour l'octroi et le maintien de l'autorisation est informée sans délai de toutes les situations visées aux articles 79 et 80.

Cette instance décisionnelle peut se saisir du dossier et prendre toute mesure utile en termes de délai de mise en conformité, de mise en demeure ou, en cas de circonstances exceptionnelles, toute autre décision visée aux articles 82 et 85.

**Art. 81.** Les agents de l'ONE soumettent à l'instance décisionnelle en matière d'autorisation, pour décision sur le maintien de l'autorisation, les situations suivantes, le cas échéant après rencontre avec les parents :

1° lorsque le pouvoir organisateur n'a pas procédé à la mise en conformité de son milieu d'accueil endéans le délai prévu suite à la mise en demeure visée à l'art. 80 ;

2° lorsque le pouvoir organisateur est en situation de manquements répétés antérieurement notifiés ;

3° dans les situations où la sécurité physique ou psychique des enfants accueillis est mise en péril par l'infrastructure du lieu d'accueil, le comportement ou l'inaction du pouvoir organisateur ou des membres de son personnel.

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. Dans les situations visées à l'article 81, l'instance décisionnelle en matière d'autorisation peut décider :

- que le (les) manquement(s) ne sont pas en établis ;
- d'octroyer un délai de mise en conformité ;
- d'un retrait temporaire ou définitif de l'autorisation avec effet immédiat ;
- d'une suspension avec effet immédiat si elle estime que les conditions de l'article 84 sont réunies.

Préalablement à sa décision, l'instance décisionnelle de l'ONE invite le pouvoir organisateur ou son représentant à être entendu dans un délai lui permettant de préparer son audition.

L'instance décisionnelle ou les personnes qu'elle désigne en son sein, procèdent à l'audition.

Un procès-verbal de cette audition est établi et signé par les personnes présentes.

§ 2. Lorsque l'autorisation est retirée temporairement, la décision précise la durée ainsi que les éléments auxquels le pouvoir organisateur doit remédier dans l'intervalle.

Au terme prévu, l'ONE réexamine le dossier et, sur la base des éléments d'appréciation en sa possession, soit, met fin au retrait temporaire, soit, décide du retrait définitif de celle-ci.

§ 3. Le décision de retrait temporaire ou définitif, est formellement motivée et notifiée, dans les 3 jours ouvrables, au pouvoir organisateur par lettre recommandée.

Le Bourgmestre de la Commune concernée en est informé endéans le même délai.

**Art. 83.** § 1<sup>er</sup>. Un recours non-suspensif est ouvert auprès du Conseil d'administration de l'ONE à l'encontre de la décision de retrait temporaire ou définitif de l'autorisation.

Le recours doit être motivé et introduit par lettre recommandée dans les 30 jours suivant la notification de la suspension. Il mentionne si le requérant souhaite être entendu.

§ 2. Si le requérant demande à être entendu, une représentation de l'instance dont émane la décision sera également entendue.

Le Conseil d'administration, ou les personnes qu'il désigne en son sein, procède à l'audition du requérant.

Un procès-verbal de cette audition est établi et signé par les personnes présentes.

§ 3. A l'issue de son examen du recours le Conseil d'administration, le cas échéant après octroi d'un délai supplémentaire, prend une des décisions suivantes :

1. confirmer la décision de retrait temporaire ou définitif d'autorisation prise en première instance ;
2. infirmer la décision prise en première instance et, le cas échéant, octroyer un délai supplémentaire de mise en conformité ;
3. substituer une décision de retrait définitif en un retrait temporaire ;
4. substituer une décision de retrait temporaire en un retrait définitif.

Le Conseil d'administration motive formellement sa décision et la notifie dans les trois jours ouvrables, par lettre recommandée, au requérant.

La décision est également notifiée au Bourgmestre compétent.

**Art. 84.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'urgence particulière, résultant d'un comportement du pouvoir organisateur ou de son personnel ou des personnes en contact avec les enfants dans le lieu d'accueil, qui génère des risques sérieux et raisonnablement fondés pour la sécurité et/ou la santé des enfants, ou en cas de mise à l'information ou à l'instruction judiciaire d'un dossier portant sur des faits de maltraitance ou négligence du pouvoir organisateur, de son personnel ou de toute autre personne en contact avec les enfants, l'ONE peut suspendre l'autorisation avec effet immédiat.

Cette suspension court jusqu'à la sécurisation des enfants accueillis ou jusqu'à la fin de la procédure judiciaire pénale.

L'ONE informe les parents et le Bourgmestre de la Commune où est implanté le lieu d'accueil

§ 2. Durant la suspension de l'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'ONE verse au pouvoir organisateur, à sa demande, un montant compensatoire calculé sur base d'un forfait par enfant accueilli au moment de la suspension en fonction de sa fréquentation prévue dans le contrat d'accueil et du montant journalier de la participation financière demandée au parent sur la base du contrat d'accueil.

Le pouvoir organisateur rembourse l'intégralité du montant compensatoire perçu si les faits ayant donné lieu à la suspension de l'autorisation sont établis.

**Art. 85.** Un recours non-suspensif est ouvert auprès du Conseil d'administration de l'ONE à l'encontre de la décision de suspension de l'autorisation visée à l'article 84.

Le recours doit être motivé et introduit par lettre recommandée dans les 5 jours suivant la notification de la suspension.

Dans les 30 jours suivant l'introduction du recours, le Conseil d'administration, ou les personnes désignées en son sein, entend le pouvoir organisateur et/ou son représentant ainsi qu'un représentant de l'organe décisionnel dont émane la décision de suspension.

Après l'audition, le Conseil d'administration, par décision motivée et notifiée au pouvoir organisateur dans les plus brefs délais, confirme ou infirme la décision de suspension.

Le Bourgmestre de la commune concernée est informé de la décision du Conseil d'Administration.

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. L'ONE peut imposer une amende administrative, telle que prévue à l'article 10 du décret, selon le barème fixé par le Gouvernement ;

- lorsque le pouvoir organisateur ou son personnel n'a pas respecté les conditions d'autorisation, sans que ce manquement ait donné lieu à une décision de suspension ou de retrait d'autorisation ;

- lorsque le pouvoir organisateur ou son personnel fait obstacle à la surveillance de l'ONE selon les modalités prévues à l'article 15 du décret ;

- lorsque le pouvoir organisateur ne restitue pas l'avance forfaitaire aux parents, en ce compris lorsque le milieu d'accueil a cessé ou suspendu ses activités ;

- lorsque le pouvoir organisateur ne délivre pas l'attestation fiscale aux parents dans le délai imparti, en ce compris si le milieu d'accueil a cessé ou suspendu son activité.

§ 2. L'amende administrative peut être imposée dans un délai de 6 mois à compter du rapport de constatation des agents de l'ONE et à condition que le pouvoir organisateur ait été entendu sur le manquement présumé et sur le montant de l'amende.

Si une amende administrative est imposée, la décision mentionne le motif de l'amende, le montant, le mode de paiement ainsi que les délais.

§ 3. Un recours administratif suspensif est ouvert auprès du Conseil d'administration. Ce recours doit être introduit, par courrier recommandé, et dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification de la décision et reprendre les arguments justifiant l'introduction du recours.

Le Conseil d'administration statue sur le recours introduit. Le Conseil d'administration peut restreindre le montant de l'amende, modifier les modalités de paiement, confirmer ou infirmer la décision relative à l'amende.

La décision du Conseil d'Administration est motivée et notifiée au pouvoir organisateur par lettre recommandée.

§ 4. Le montant des amendes administratives perçues est affectés par l'ONE au budget nécessaire au paiement des montants compensatoires visés à l'article 84, § 2.

**TITRE III. — SUBSIDES**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Octroi du droit au subside*SECTION 1<sup>re</sup>. — DROIT AU SUBSIDE POUR UNE CRECHE

**Art. 87.** Le droit au subside de base en crèche est octroyé au pouvoir organisateur de la crèche moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le pouvoir organisateur doit être autorisé par l'ONE pour la crèche concernée et respecter les conditions de maintien de l'autorisation visée au Chapitre III du Titre II du présent arrêté ;

2° le pouvoir organisateur doit demander le subside en répondant à un appel à projets et être retenu dans le cadre d'une programmation selon les critères prévus dans le contrat de gestion et dans les limites des crédits budgétaires y afférents ;

3° la crèche doit offrir un accueil d'au moins 10 heures par jour à fixer entre 6 et 19 heures, du lundi au vendredi et minimum 220 jours par an.

**Art. 88.** Le droit au subside d'accessibilité en crèche est octroyé au pouvoir organisateur de la crèche moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des conditions visées à l'article 87, 1° et 2° ;

2° la crèche doit offrir un accueil d'au moins 11 heures 30 par jour à fixer entre 6 et 19 heures, du lundi au vendredi et minimum 220 jours par an ;

3° appliquer la participation financière parentale selon les règles fixées au Titre IV ;

4° sauf dérogation octroyée par l'ONE, être ouvert à l'accueil d'enfants en situation de handicap fondée sur la capacité de prise en charge de l'enfant par le milieu d'accueil.

5° selon les modalités fixées par l'ONE, accorder une priorité à l'inscription portant sur 20 à 50% de sa capacité autorisée pour répondre à des besoins spécifiques :

a. Accueil dans le respect des fratries.

b. Accueil d'enfants dans le cadre d'un processus d'adoption.

c. Accueil d'enfants en situation de handicap.

d. Accueil d'urgence dans le cadre de mesure de prévention ou de protection de l'enfant.

e. Accueil d'enfants dont les parents sont en situation de vulnérabilité socio-économique notamment en raison de circonstances liées à l'employabilité des parents.

f. Accueil d'enfants dont les parents ont besoin d'un accueil offrant une accessibilité horaire renforcée au sens de l'article 89, § 1, 4°

g. Autre besoin spécifique lié à la situation socio-économique de l'enfant moyennant accord préalable de l'ONE ;

6° accueillir au-delà de la capacité autorisée à titre exceptionnel et sur demande de l'ONE au maximum un enfant supplémentaire pour une capacité allant jusqu'à 35 places et maximum deux enfants au-delà.

**Art. 89. § 1<sup>er</sup>.** Le droit au subside d'accessibilité renforcée sociale ou horaire en crèche est octroyé au pouvoir organisateur de la crèche moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des conditions visées à l'article 88, 1° à 4° ;

2° le dépôt d'un projet, selon les modalités fixées par l'ONE ;

3° pour l'accessibilité sociale renforcée : selon les modalités fixées par l'ONE, accorder une priorité à l'inscription portant sur 60 à 80% de sa capacité autorisée pour répondre à des besoins spécifiques au sens de l'article 88, 5° ;

4° pour l'accessibilité horaire renforcée : selon les modalités fixées par l'ONE offrir une disponibilité d'accueil de minimum 15 heures par semaine au-delà des minima requis par l'article 88, 2° dans les périodes suivantes :

- Le matin avant 7 heures.

- L'après-midi après 18 heures.

- Le week-end.

§ 2. Les droits aux subsides d'accessibilité renforcée pour raison sociale et horaire peuvent être cumulés.

Le droit au subside d'accessibilité renforcée est octroyé pour une durée de cinq ans renouvelable après évaluation selon les modalités fixées par l'ONE.

**Art. 90. § 1<sup>er</sup>.** Pour les subsides visés aux articles 87 et 88, l'ONE ouvre le droit au subside au pouvoir organisateur répondant aux conditions à partir de l'ouverture de la crèche ou des places supplémentaires en cas d'augmentation de capacité.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas d'ouverture d'une nouvelle crèche, le droit au subside peut être ouvert 15 jours avant la date d'ouverture pour autant que le pouvoir organisateur soit, à cette date, déjà autorisé et que le personnel minimum requis ait été engagé.

§ 2. Pour les subsides visés à l'article 89, l'ONE ouvre le droit au subside au pouvoir organisateur dès que l'accessibilité sociale ou horaire renforcée est mise en place et au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> jour ouvrable du trimestre qui suit celui au cours duquel le projet a été retenu dans le cadre de la programmation.

## SECTION 2. — DROIT AU SUBSIDE POUR UN SERVICE D'ACCUEIL D'ENFANTS

**Art. 91.** Le droit au subside de base d'un service d'accueil d'enfants est octroyé au pouvoir organisateur de celui-ci moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le pouvoir organisateur doit être autorisé par l'ONE pour le service d'accueil d'enfants concerné et respecter les conditions de maintien de l'autorisation visée au Chapitre III du Titre II du présent arrêté ;

2° le pouvoir organisateur doit demander le subside en répondant à un appel à projets et être retenu dans le cadre d'une programmation selon les critères prévus dans le contrat de gestion et dans les limites des crédits budgétaires y afférents ;

3° sans préjudice de l'application des règles du droit du travail, les lieux d'accueil du service d'accueil d'enfants doivent proposer un accueil d'au moins 10 heures par jours à fixer entre 6h et 19h, du lundi au vendredi et minimum 220 jours par an. ;

4° mettre à disposition des lieux d'accueil dépendant du service le matériel de puériculture de base selon une liste arrêtée par l'ONE et veiller à ce qu'il soit maintenu en bon état et le cas échéant remplacé.

**Art. 92.** Le droit au subside d'accessibilité d'un service d'accueil d'enfants est octroyé au pouvoir organisateur de celui-ci moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des conditions visées à l'article 91 ;

2° appliquer la participation financière parentale selon les règles fixées au Chapitre II du Titre IV ;

3° sauf dérogation octroyée par l'ONE, être ouvert à l'accueil d'enfants en situation de handicap fondée sur la capacité de prise en charge de l'enfant par le milieu d'accueil.

4° selon les modalités fixées par l'ONE, accorder une priorité à l'inscription portant sur 20 à 50% de la capacité d'accueil du service pour répondre à des besoins spécifiques au sens de l'article 88, 5°.

**Art. 93.** Le droit au subside d'accessibilité sociale renforcée d'un service d'accueil d'enfants est octroyé au pouvoir organisateur de celui-ci moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des conditions visées à l'article 91, 1° à 4° ;

2° selon les modalités fixées par l'ONE, accorder une priorité à l'inscription portant sur 60 à 80% de la capacité d'accueil d'une partie des lieux d'accueil du service avec un minimum de 36 places pour répondre à des besoins spécifiques au sens de l'article 88, 5°.

**Art. 94.** Pour un nouveau service d'accueil d'enfants, l'ONE octroie au pouvoir organisateur le droit au subside pour le personnel de direction et pour le personnel psycho-médico-social, à partir de l'accusé de réception du premier dossier relatif à un membre du personnel d'accueil des enfants.

Pour un service d'accueil existant le droit au subside du pouvoir organisateur pour un nouveau lieu d'accueil prend effet au plus tard le 1<sup>er</sup> jour du 3<sup>ème</sup> mois qui suit la date de l'accusé de réception du dossier de candidature du ou des membre(s) du personnel d'accueil des enfants affecté(s) au lieu d'accueil concerné.

#### SECTION 3. — DROIT AU SUBSIDE POUR UN(E) ACCUEILLANT(E) D'ENFANTS INDEPENDANT(E)

**Art. 95.** Le droit au subside est octroyé à un(e) accueillant(e) indépendant(e) moyennant le respect des conditions suivantes :

1. Être autorisé par l'ONE et respecter les conditions de maintien de l'autorisation visée au Chapitre III du Titre II du présent arrêté.

2. Demander le subside en répondant à un appel à projet et être retenu dans le cadre d'une programmation selon les critères prévus dans le contrat de gestion et dans les limites des crédits budgétaires y afférents.

3. Offrir un accueil d'au moins 10 heures par jour, 5 jours par semaine et minimum 220 jours par an.

**Art. 96.** Le droit au subside est octroyé par l'ONE à partir de l'ouverture du milieu d'accueil et au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> jour ouvrable du trimestre qui suit celui au cours duquel le projet a été retenu dans le cadre de la programmation.

### CHAPITRE II. — NATURE DES SUBSIDES

#### SECTION 1<sup>re</sup>. — SUBSIDES POUR UNE CRECHE

**Art. 97.** § 1<sup>er</sup>. Le subside en personnel pour une crèche dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside de base porte sur le financement du personnel de direction à concurrence des normes minimales prévues à l'article 58, 1°.

§ 2. Au titre du subside de base, les crèches d'une capacité minimale de 21 places, bénéficient, en outre, d'une subvention pour la surveillance médicale préventive des enfants et la surveillance de la santé en collectivité.

Le pouvoir organisateur de la crèche conclut avec le médecin en charge des prestations visées à l'alinéa précédent une convention conforme au modèle fixé par l'ONE.

**Art. 98.** Le subside pour une crèche dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside d'accessibilité comporte outre le subside de base visé à l'article 97, un financement en personnel psycho-médico-social et en personnel d'accueil des enfants.

Le subside en personnel se répartit en fonction de la capacité d'accueil autorisée comme suit :

1° Crèche de 14 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.

- 3 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

2° Crèche de 21 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.

- 0,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.

- 4,5 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

3° Crèche de 28 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.

- 0,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.

- 6 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

3° Crèche de 35 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.

- 0,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.

- 7,5 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

4° Crèche de 42 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.
- 1 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 9 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

5° Crèche de 49 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.
- 1 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 10,5 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

6° Crèche de 56 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.
- 1,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 12 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

7° Crèche de 63 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.
- 1,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 13,5 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

8° Crèche de 70 places :

- 1 ETP pour le personnel de direction.
- 2 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 15 ETP pour le personnel d'accueil des enfants.

La subvention d'accessibilité allouée pour les crèches d'une capacité d'accueil supérieure à 70 places est majorée :

- De 0,5 ETP de personnel d'encadrement psycho-médico-social par tranche complète de 14 places.
- De 1,5 ETP de personnel d'accueil des enfants par tranche complète de 7 places.

**Art. 99.** Le subside pour une crèche dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside d'accessibilité sociale renforcée comporte outre le subside de base visé à l'article 97 et le subside d'accessibilité visé à l'article 98 un financement complémentaire en personnel psycho-médico-social qui se répartit en fonction de la capacité autorisée comme suit :

- 0,5 ETP pour 35 places.
- 0,75 ETP jusqu'à 70 places.
- 1 ETP à partir de 77 places.

**Art. 100.** Le subside pour une crèche dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside d'accessibilité horaire renforcée comporte outre le subside de base visé à l'article 98 et le subside d'accessibilité visé à l'article 97 un financement complémentaire en personnel d'accueil des enfants calculé en fonction d'un nombre d'heure et d'enfants susceptibles d'être accueillis au-delà de l'horaire fixé conformément à l'article 88, 2° :

- 0,5 ETP pour 7 enfants et 15 heures par semaine de disponibilité d'accueil au-delà de l'horaire fixé conformément à l'article 88, 2°.
- 1 ETP, soit pour 30 heures par semaine, soit pour 14 enfants et 15 heures par semaine.

#### SECTION 2. — SUBSIDE POUR UN SERVICE D'ACCUEIL D'ENFANT

**Art. 101.** Le subside pour un service d'accueil d'enfants dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside de base porte sur le financement du personnel de direction à concurrence des normes minimales prévues à l'article 57, 1°.

**Art. 102.** § 1<sup>er</sup>. Le subside pour un service d'accueil d'enfants dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside d'accessibilité comporte outre le subside de base visé à l'article 101, un financement en personnel psycho-médico-social et en personnel d'accueil des enfants.

Le subside en personnel se répartit en fonction de la capacité d'accueil autorisable comme suit :

1° Service d'accueil d'enfants de 36 places :

- 0,5 ETP pour le personnel de direction.
- 0,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 9 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

2° Service d'accueil d'enfants de 72 places :

- 1 ETP pour le personnel de direction.
- 1 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 18 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

3° Service d'accueil d'enfants de 108 places :

- 1 ETP pour le personnel de direction.
- 1,5 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 27 ETP pour le personnel d'accueil des enfants ;

4° Service d'accueil d'enfants de 144 places :

- 1 ETP pour le personnel de direction.
- 2 ETP pour le personnel psycho-médico-social.
- 36 ETP pour le personnel d'accueil des enfants.

La subvention d'accessibilité allouée pour les services d'accueil d'enfants d'une capacité d'accueil supérieure à 144 places est majorée :

- De 0,5 ETP de personnel d'encadrement psycho-médico-social par tranche complète de 36 places.
- De 1 ETP de personnel d'accueil des enfants par tranche de 4 places.

§ 2. La subvention d'accessibilité comprend en outre : une indemnité pour frais administratifs et une indemnité pour les frais de déplacement du personnel psycho-médico-social.

**Art. 103.** Le subside pour un service d'accueil d'enfants dont le pouvoir organisateur bénéficie du droit au subside d'accessibilité sociale renforcée comporte outre le subside de base visé à l'article 101 et le subside d'accessibilité visé à l'article 102 un financement complémentaire en personnel psycho-médico-social qui se répartit en fonction de la capacité des lieux d'accueil concernés :

- 0,5 ETP pour 36 places.
- 0,75 ETP pour 72 places.
- 1 ETP à partir de 108 places.

#### SECTION 3. — SUBSIDE POUR UN(E) ACCUEILLANT(E) D'ENFANTS INDEPENDANT(E)

**Art. 104.** Pour les accueillant(e)s indépendant(e)s disposant d'un droit au subside, un subside annuel forfaitaire de 250 euros par place autorisée est versé par l'ONE.

### CHAPITRE III. — CALCUL ET PAIEMENT DES SUBSIDES

#### SECTION 1<sup>re</sup>. — CALCUL DES SUBSIDES DE CRECHE

**Art. 105.** § 1<sup>er</sup>. Les subsides prévus aux articles 97 à 100 sont calculés sur la base d'un forfait individualisé établi par l'ONE qui tient compte :

- du barème de référence fixé par le Gouvernement ;
- de l'ancienneté telle que reconnue par l'ONE selon les règles qu'il détermine ;
- des charges patronales calculées sur la rémunération brute ;
- de 2,5% de la rémunération brute pour les charges patronales extra-ONSS ;
- d'un forfait pour le pécule de vacances ;
- d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges ONSS y afférentes ;
- d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

§ 2. Les subventions ne sont dues que lorsque la rémunération du membre du personnel est effectivement à charge de son employeur

Pour les forfaits relatifs au pécule de vacances et à la prime de fin d'année sont pris en compte toutes les périodes assimilables au niveau du pécule de vacances.

Hormis les périodes de congés annuels, les périodes d'absence du personnel subventionné doivent être signalées à l'ONE et le pouvoir organisateur doit veiller au remplacement.

§ 3. L'ONE déduit des subsides visés aux articles 97 à 100, les interventions dans le coût de l'emploi octroyées par d'autres pouvoirs subsidiant ainsi que les éventuelles réductions de cotisations de sécurité sociale liées à ces interventions.

§ 4. Lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>, le personnel subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'ONE, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire est absent pour cause de maladie, depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyée au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'ONE, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant.

**Art. 106.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 97, § 2, est calculée sur la base d'un quota annuel d'heures subsidiées fixé selon les modalités déterminées par l'ONE.

Le montant pour les heures subsidiées est fixé en fonction de la spécialisation du médecin selon un taux de 53,44 € par heure pour un médecin généraliste et de 64,13 € par heure pour un médecin pédiatre.

Les frais de déplacement du médecin, de son domicile au milieu d'accueil, sont subventionnés à raison de 0,36 € par km.

§ 2. Les montants visés au § 1<sup>er</sup> sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**Art. 107.** L'ONE déduit de la subvention visée aux articles 97 à 100 la participation financière perçue par la crèche et redistribue un montant forfaitaire par place d'accueil subventionnée correspondant à l'ensemble de la participation financière des crèches du 2<sup>ème</sup> trimestre précédent divisé par le nombre total de places subventionnées en accueil collectif en Communauté française, le résultat étant multiplié par la capacité subventionnée de la crèche.

**Art. 108.** § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir obtenir l'intégralité de la subvention visée à l'article 98, la crèche est tenue de justifier d'un taux d'occupation de 80%.

Sur demande motivée du pouvoir organisateur bénéficiant d'un droit au subside pour accessibilité sociale renforcée visé à l'article 89, § 1<sup>er</sup>, 2°, l'ONE peut fixer un taux d'occupation inférieur à 80 %.

§ 2. Le taux d'occupation est le rapport entre, d'une part, le nombre de journées, telles que prévues selon les contrats d'accueil et les périodes de familiarisation de l'enfant sans ses parents, au cours du trimestre, multiplié par 100 et, d'autre part, le nombre de jours de fonctionnement de la crèche durant le trimestre multiplié par la capacité autorisée de la crèche.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est tenu compte de la durée d'ouverture journalière de la crèche par référence à la durée minimale par jour ainsi que d'une période de référence comprenant les cinq derniers trimestres précédant celui au cours duquel le taux d'occupation est pris en considération, à l'exclusion du troisième trimestre de l'année civile.

§ 3. En cas d'ouverture d'une crèche ou en cas d'extension de sa capacité d'un milieu d'accueil, la période de référence pour le calcul du taux d'occupation ou du taux d'occupation ajusté à la nouvelle capacité débute à partir du 1<sup>er</sup> trimestre après une période de fonctionnement d'un an.

§ 4. Lorsque la crèche n'atteint pas un taux d'occupation de 80%, les subventions sont réduites à due concurrence.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'ONE peut maintenir la subvention si le taux d'occupation n'a pu être atteint en raison de circonstances exceptionnelles.

**Art. 109.** § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir obtenir l'intégralité de la subvention visée à l'article 100, la crèche est tenue de justifier d'une moyenne trimestrielle de minimum de 50 % d'utilisation de la capacité d'accueil horaire supplémentaire.

§ 2. Lorsque la crèche n'atteint pas le taux fixé à l'alinéa précédent, l'ONE réduit le subside visé à l'article 100 à due concurrence.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'ONE peut maintenir la subvention si le taux d'occupation n'a pu être atteint en raison de circonstances exceptionnelles.

#### SECTION 2. — CALCUL DES SUBSIDES D'UN SERVICE D'ACCUEIL D'ENFANTS

**Art. 110.** § 1<sup>er</sup>. Les subsides prévus aux articles 101 à 103 sont calculés sur la base d'un forfait individualisé établi par l'ONE qui tient compte :

- du barème de référence fixé par le Gouvernement ;
- de l'ancienneté telle que reconnue par l'ONE selon les règles qu'il détermine ;
- des charges patronales calculées sur la rémunération brute ;
- de 2,5% de la rémunération brute pour les charges patronales extra-ONSS ;
- d'un forfait pour le pécule de vacances ;
- d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges ONSS y afférentes ;
- pour le personnel de direction et d'encadrement psycho-médico-social : d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements ;
- pour le personnel d'accueil des enfants : d'un forfait de 10% de la rémunération brute pour couvrir les frais propres à l'employeur résultant du travail à domicile.

§ 2. Les subventions ne sont dues que lorsque la rémunération du membre du personnel est effectivement à charge de son employeur.

Pour les forfaits relatifs au pécule de vacances et à la prime de fin d'année sont prises en compte toutes les périodes assimilables au niveau du pécule de vacances.

Hormis les périodes de congés annuels, les périodes d'absence du personnel subventionné doivent être signalées à l'ONE et le pouvoir organisateur doit veiller au remplacement.

§ 3. L'ONE déduit des subsides visés aux articles 101 à 103 les interventions dans le coût de l'emploi octroyées par d'autres pouvoirs subsidiant ainsi que les éventuelles réductions de cotisations de sécurité sociale liées à ces interventions.

§ 4. Lorsqu'est mis en œuvre le Plan Tandem ou la prépension, définis à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>, le personnel de direction ou psycho-médico-social subventionné qui devient bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>, continue, nonobstant la réduction de ses prestations, à être subventionné au prorata de son temps de prestation avant l'application du crédit-temps ou de la prépension, sur la base du barème déterminé pour sa catégorie de personnel et de son ancienneté reconnue par l'ONE, pour autant qu'il soit remplacé, dans sa catégorie, par un travailleur qualifié, au prorata de la réduction de son temps de prestation.

Lorsque le bénéficiaire, est absent pour cause de maladie depuis plus d'un an, le montant de la subvention octroyée au milieu d'accueil subventionné continue à être calculé sur la base de son barème et de son ancienneté reconnue par l'ONE, le cas échéant jusqu'à sa mise à la retraite.

Lorsque le travailleur qui assure le remplacement du bénéficiaire, au prorata de la réduction de ses prestations est absent pour maladie et qu'il n'est pas remplacé au-delà de la période légale de traitement garanti, le montant de la subvention due pour le bénéficiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>, est réduit du montant correspondant à la subvention qui aurait normalement été versée pour ce remplaçant.

**Art. 111.** Les indemnités pour frais administratifs et frais de déplacement du personnel psycho-médico-social visées à l'article 102, § 2, sont calculées comme suit :

- L'indemnité pour frais administratifs est fixée à 0,91 euros par enfant.
- L'indemnité pour frais de déplacement est fixée à 55,41 euros par mois pour le personnel psycho-médico-social engagé à temps plein. Elle est réduite, de façon proportionnelle, pour le personnel travaillant à temps partiel.

Les montants visés à l'alinéa précédents sont liés à l'indice des prix à la consommation.



**Art. 112.** L'ONE déduit de la subvention visée aux articles 102 et 103 la participation financière perçue par le service d'accueil d'enfants.

*SECTION 3. — CALCUL DU SUBSIDE D'UN(E) ACCUEILLANT(E) D'ENFANTS INDEPENDANT(E)*

**Art. 113.** Le subside visé à l'article 104 est lié à l'indice santé.

*SECTION 4. — PAIEMENT DES SUBSIDES*

**Art. 114.** Les subventions sont versées par l'ONE trimestriellement à terme échu sur la base d'une demande de subside trimestrielle accompagnée des justificatifs requis qui est à introduire par le pouvoir organisateur conformément aux modalités déterminées par l'ONE.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la subvention visée à l'article 104 est liquidée sur la base d'une demande de subside annuelle accompagnée des justificatifs de dépense qui est à introduire par l'accueillant(e) d'enfants indépendant(e) conformément aux modalités déterminées par l'ONE.

**Art. 115.** Pour les subsides des crèches et des services d'accueil d'enfants, l'ONE peut verser des avances mensuelles sur la base d'une demande introduite par le pouvoir organisateur.

Sauf circonstances exceptionnelles, le montant des avances mensuelles est fixé à 75% du montant de la subvention pro-méritée.

**Art. 116.** Pour les pouvoirs organisateurs bénéficiant d'un subside d'accessibilité renforcée sociale et/ou horaire, le solde du 1<sup>er</sup> trimestre n'est liquidé que moyennant la fourniture d'un rapport d'activité selon les modalités fixées par l'ONE portant sur l'activité de l'année précédente.

**Art. 117.** De manière à faciliter le contrôle et l'octroi des subventions, le pouvoir organisateur se conforme aux recommandations comptables, informatiques et administratives établies par l'ONE.

Le pouvoir organisateur fournit les informations et documents requis par l'ONE dans le cadre du contrôle des subsides octroyés conformément au présent titre.

Les bilans généraux de fonctionnement visés à l'article 75 portent également sur les subsides octroyés conformément au présent titre.

*CHAPITRE IV. — DE LA SUSPENSION OU RETRAIT DU DROIT AUX SUBVENTIONS*

**Art. 118.** La cessation d'activité et le retrait d'autorisation entraînent de plein droit le retrait des subventions. Toute subvention ou avance mensuelle portant sur une période au-delà de la date de cessation d'activité ou de la date du retrait d'autorisation fait l'objet d'un remboursement de la part du pouvoir organisateur.

La suspension d'activité pour un motif autre que les congés annuels et la suspension d'autorisation entraînent de plein droit la suspension des subventions jusqu'à la reprise d'activités. Toute subvention ou avance mensuelle portant sur une période au-delà de la date de suspension d'activité ou de suspension d'autorisation fait l'objet d'un remboursement de la part du pouvoir organisateur.

**Art. 119.** Lorsque l'ONE constate que le pouvoir organisateur d'un milieu d'accueil subventionné ne respecte plus soit l'une des conditions de son subventionnement soit, sauf situations urgentes où la sécurité et/ou la santé des enfants est mise en péril, l'une des conditions de maintien de l'autorisation, il peut, le cas échéant, après mise en demeure :

- 1° suspendre le droit au subside endéans le délai de mise en conformité ;
- 2° retirer temporairement le droit au subside tant que le pouvoir organisateur n'aura pas remédié aux irrégularités qui lui ont été dûment notifiées ;
- 3° retirer définitivement le droit au subside.

La décision de l'ONE est motivée et notifiée, dans les meilleurs délais, au pouvoir organisateur par lettre recommandée.

**Art. 120.** § 1<sup>er</sup>. Un recours administratif non suspensif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'ONE. Ce recours doit être introduit par lettre recommandée, dans les trente jours de la notification de la sanction, et reprendre les arguments justifiant l'introduction du recours.

Dans le mois suivant l'introduction du recours, l'ONE convoque le représentant du pouvoir organisateur afin de lui permettre de faire valoir ses observations auprès du Conseil d'Administration ou des personnes désignées en son sein.

La convocation se fait par lettre recommandée et précise que le pouvoir organisateur peut se faire accompagner par toute personne de son choix. Un délai minimal de 10 jours calendrier doit s'écouler entre la convocation et l'audition du pouvoir organisateur ou de son représentant. Un procès-verbal est dressé à l'issue de l'audition et soumis à la signature des personnes présentes.

§ 2. Le Conseil d'administration statue sur le recours introduit et peut :

- 1° confirmer la décision de retrait ou de suspension des subventions ;
- 2° infirmer la décision de retrait ou de suspension des subventions ;
- 3° modifier la décision de retrait définitif des subventions en retrait temporaire ou l'inverse ;
- 4° restreindre ou allonger la durée de la suspension ou du retrait temporaire des subventions ;
- 5° octroyer un ultime délai de mise en conformité avec maintien du droit aux subventions.

Dans tous les cas, la décision du Conseil d'Administration est motivée et notifiée, dans les meilleurs délais, au pouvoir organisateur par lettre recommandée.

**TITRE IV. — PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS DANS LES MILIEUX D'ACCUEIL DONT LE POUVOIR ORGANISATEUR NE BENEFICIE PAS DU SUBSIDE D'ACCESSIBILITE**

**Art. 121.** Les accueillant(e)s indépendant(e) ainsi que les pouvoirs organisateurs des crèches et des services d'accueil d'enfants qui soit ne bénéficient pas de subsides ou bénéficient du seul subside de base fixent eux-mêmes le montant, les modalités de calcul et de révision de la participation financière des parents.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les pouvoirs organisateurs qui, quoique ne bénéficiant pas du subside d'accessibilité accordé par l'ONE, perçoivent auprès d'autres pouvoirs publics que l'ONE des subsides pour un montant équivalent à celui du subside d'accessibilité également destinés à l'accessibilité du milieu d'accueil, sont tenus d'appliquer une participation financière selon les modalités fixées au Chapitre II.

**Art. 122.** L'ONE peut, dans la limite des moyens budgétaires disponibles et selon les modalités qu'il fixe, octroyer une indemnité aux accueillant(e)s indépendant(e)s ainsi qu'aux pouvoirs organisateurs des crèches et des services d'accueil d'enfants ne bénéficiant pas de subsides ou du seul subside de base qui, sur injonction de l'ONE, ont été dans l'obligation de fermer leur milieu d'accueil en raison de circonstances exceptionnelles résultant de catastrophes naturelles, d'actes terroristes ou de banditisme, d'accidents ou d'incidents sociaux ou sanitaires.

**CHAPITRE II. — PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS DANS LES MILIEUX D'ACCUEIL DONT LE POUVOIR ORGANISATEUR BENEFICIE A MINIMA DU SUBSIDE D'ACCESSIBILITE**

**Art. 123.** Le pouvoir organisateur du service d'accueil ou de la crèche qui bénéficie à minima de subventions d'accessibilité doit solliciter auprès des parents une participation financière calculée conformément au présent chapitre.

**Art. 124.** § 1<sup>er</sup>. La participation financière est facturée à la ou les personne(s) avec qui le pouvoir organisateur ou son représentant a conclu le contrat d'accueil.

§ 2. La participation financière est facturée sur la base des journées de présence prévues dans le contrat d'accueil sauf absences justifiées à concurrence de 40 jours maximum par an pour un accueil à temps plein et au prorata en cas d'accueil à temps partiel.

Les motifs et modalités de justification pouvant être pris en compte à concurrence du quota de 40 jours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mentionnés à l'annexe 2.

Les absences de plus d'un jour résultant de l'impossibilité de fréquenter le milieu d'accueil en raison de l'état de santé de l'enfant qui sont justifiées par certificat médical ne sont pas prises en compte pour le calcul du quota de 40 jours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les jours de fermeture du milieu d'accueil sont pris en compte dans le calcul des 40 jours à concurrence de maximum 10 jours.

**Art. 125.** Le montant journalier de la participation financière est fixé selon le barème arrêté par le Gouvernement, tel que calculé sur base des revenus des parents globalement imposables avant déduction des dépenses. Sont pris en considération les revenus des personnes figurant sur la composition de ménage transmise par les parents, à l'exception des :

- 1° revenus des enfants ;
- 2° revenus du ou des ascendant(s) dans la mesure où il(s) n'assume(nt) pas la responsabilité de l'enfant.

La participation financière est fixée au maximum du barème pour les parents qui ne justifient pas de leurs revenus.

Ce barème comprend une contribution minimale et une contribution maximale.

Le barème est révisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur base de l'indice des prix à la consommation selon la formule prévue.

**Art. 126.** § 1<sup>er</sup>. Le barème comprend deux possibilités d'horaires journaliers :

1. un barème à 100% pour un accueil journalier entre 5 et 10 heures ;
2. un barème à 60% pour accueil de moins de 5 heures par jour.

Lorsqu'au moins deux enfants d'une même famille sont simultanément accueillis, la participation financière de chaque enfant est réduite à 70%. L'absence prévue ou motivée de l'un des enfants ne fait pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

La participation financière est réduite à 70% pour les familles comptant au moins 3 enfants dont elles assument la responsabilité. L'enfant pour lequel des allocations majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie de la famille. L'enfant en hébergement alterné est comptabilisé pour une unité dans chaque ménage.

§ 2. La participation financière ne peut être inférieure à la contribution minimale fixée dans le barème, sauf

- dérogation individuelle octroyée après enquête sociale ;
- dérogation générale octroyée par l'ONE fondée sur la spécificité du volet social du projet d'accueil.

**Art. 127.** § 1<sup>er</sup>. L'ONE met à la disposition des parents un programme informatique leur permettant d'obtenir une attestation qui reprend, sur base de l'avertissement-extrait de rôle des membres faisant partie de la composition du ménage, les revenus imposables fiscalement avant déduction des dépenses divisés par 12 et leur participation financière correspondant du barème.

§ 2. A défaut d'un avertissement-extrait de rôle belge de l'impôt des personnes physiques et des impôts complémentaires, le traitement suivant est pris en considération :

1° dans le cas d'un travailleur salarié : le salaire mensuel net, à savoir le revenu brut diminué des cotisations ONSS ou assimilées réellement retenues et du précompte ou assimilé réellement retenu d'un mois complet et représentatif ;

2° dans le cas d'un indépendant débutant ou d'un conjoint aidant débutant : les revenus mensualisés servant au calcul des contributions provisoires, telles que fixées par l'article 13bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants ou l'équivalent dans le pays compétent.

Les parents fournissent à la crèche ou au service d'accueil l'attestation mentionnant les revenus à prendre en considération et le montant journalier de la participation financière. Sur demande motivée des parents, la crèche ou le service d'accueil peut leur octroyer une dérogation au barème moyennant une enquête sociale menée par le personnel psycho-médico-social.

**Art. 128.** La participation financière est révisée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur la base du barème indexé en vertu de l'article 125 et d'une attestation actualisée que les parents doivent fournir, sauf si leur enfant est entré en cours d'année. Dans cette hypothèse, la participation financière est revue sur base de la seule indexation.

**Art. 129.** Le non-paiement de la participation financière ou le non-respect par la ou (les) personne(s) qui ont conclu le contrat d'accueil des obligations lui(leur) incombant peut entraîner la rupture unilatérale du contrat d'accueil après mise en demeure et enquête sociale menée par le personnel psycho-médico-social.

#### TITRE V. — *DISPOSITIONS ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES*

**Art. 130.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 131.** Le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 2 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

### **Annexe 1<sup>re</sup>: Modalités relatives aux infrastructures et équipements des lieux d'accueil visées à l'article 27**

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Article 1<sup>er</sup>. Au sens de la présente annexe, il y a lieu d'entendre par :

1° Infrastructures : ensemble formé par le bâtiment destiné à l'accueil des enfants et les installations fixes à caractère immobilier qui permettent l'activité du milieu d'accueil;

2° Equipement : ensemble du matériel et des instruments fournis pour le bon fonctionnement du milieu d'accueil;

3° Aménagement : tout agencement de l'espace et de l'équipement en vue du bon fonctionnement du milieu d'accueil;

4° Espace accueil : espace, séparé ou non, permettant d'une part de faciliter la transition entre l'environnement familial de l'enfant et celui du milieu d'accueil et d'autre part de recevoir les familles;

5° Espace activités intérieures : espace intérieur destiné à satisfaire les besoins d'exploration, de socialisation et d'intimité de l'enfant;

6° Espace activités extérieures : espace extérieur complémentaire à l'espace activités intérieures;

7° Espace soins et sanitaires : espace destiné à assurer les soins corporels et le change de l'enfant;

8° Espace sommeil-repos : espace destiné à satisfaire les besoins de dormir et de se reposer de l'enfant;

9° Espace repas : espace destiné à satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des enfants accueillis;

10° Code de qualité : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil;

11° Lieu d'accueil : site d'une crèche, d'un service d'accueil d'enfants de co-accueillant(e)s indépendant(e)s ou d'une accueillant(e) indépendant(e) où sont accueillis les enfants.

Art. 2. Les dispositions de la présente annexe s'appliquent aux lieux d'accueil sans préjudice des autres réglementations applicables émanant de la Communauté française ou d'autres niveaux de pouvoir et dont une liste indicative peut être obtenue auprès de l'ONE. Dans l'application des dispositions de la présente annexe, l'ONE prend en compte la spécificité des divers milieux d'accueil et notamment celle résultant du fait qu'un milieu d'accueil est établi dans un lieu d'habitation

#### CHAPITRE II. — *Modalités générales*

Art. 3. Le choix du lieu d'implantation du lieu d'accueil prend notamment en compte la facilité d'accès pour les personnes fréquentant le lieu d'accueil et pour les services de secours

Art. 4. Le lieu d'accueil est construit ou aménagé pour former un ensemble fonctionnel composé de divers espaces permettant de répondre aux besoins des enfants, des parents et des professionnels dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'accueil prescrit par le Code de qualité. Le lieu d'accueil dispose des espaces suivants : l'espace accueil, l'espace soins et sanitaires, l'espace sommeil-repos, l'espace repas et l'espace activités intérieures complété, sauf dérogation octroyée par l'ONE, par un espace activités extérieures.

Art. 5. Le lieu d'accueil dispose d'une surface intérieure minimale de 6 m<sup>2</sup> au sol par place d'accueil qui se décompose en 4 m<sup>2</sup> minimum par place d'accueil pour l'espace activités intérieures et repas et de 2 m<sup>2</sup> minimum par place d'accueil pour l'espace sommeil-repos. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la surface intérieure minimale peut être ramenée à 5 m<sup>2</sup> de l'accord de l'ONE s'il ne s'agit pas d'une nouvelle construction et que le bâtiment en cause ne permet pas 6 m<sup>2</sup> mais offre les garanties suffisantes de qualité.

Art. 6. L'organisation des différents espaces est déterminée en fonction du nombre, de l'âge des enfants, des activités, du type d'encadrement, des objectifs pédagogiques définis dans le projet d'accueil existant ou à venir. Cette organisation permet au personnel travaillant dans le lieu d'accueil ou à la (co)accueillant(e) indépendant(e) d'assurer une surveillance visuelle des enfants.

Art. 7. L'espace sommeil repos est séparé des espaces d'activités et est aménagé de manière à être isolé acoustiquement des autres espaces.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'espace sommeil repos peut être aménagé dans l'espace activités intérieures pour autant :

- 1° qu'il ne soit pas dérogé à l'exigence de superficie minimale par place d'accueil visée à l'article 5;
- 2° que cet aménagement soit pris en compte dans le projet d'accueil;
- 3° que cet aménagement soit pensé et organisé pour que des enfants puissent être en activité sans que cela porte atteinte au respect du rythme du sommeil et du repos des autres enfants.

Art. 8. Le lieu d'accueil est aménagé de manière à permettre le contrôle de l'accès des personnes extérieures.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. La superficie de l'espace soins et sanitaires est proportionnelle au nombre et à l'âge des enfants auxquels cet espace est destiné ainsi qu'à la taille des équipements qui doivent y être intégrés. L'équipement minimal de l'espace soins et sanitaires se compose :

- 1° d'eau froide et d'eau chaude;
- 2° d'une baignoire;
- 3° de tables à langer;
- 4° d'une poubelle équipée d'un système de fermeture hygiénique;
- 5° d'un bac à linge sale avec couvercle;
- 6° d'espaces de rangement.

§ 2. L'exception des accueillant(e)s d'enfants, l'espace soins et sanitaires des enfants plus grands comporte, en plus :

- 1° des lavabos bas pour enfants;
- 2° des WC pour enfants, équipés d'une chasse d'eau, aux dimensions adaptées à l'âge des enfants et directement accessibles à partir de l'espace activités intérieures, l'aménagement doit permettre une utilisation autonome des toilettes par l'enfant;
- 3° d'un déversoir à proximité.

#### CHAPITRE III. — Modalités relatives à la sécurité

Art. 10. Dans les espaces accessibles aux enfants, les fenêtres s'ouvrent et se ferment de façon sécurisée.

Art. 11. Les garde-corps des terrasses auxquelles les enfants ont accès ont une hauteur minimale d'1,20 mètre. Ils sont composés soit :

- 1° de balustres verticaux ayant un diamètre de minimum 1,25 cm, avec un espacement maximal de 6,5 cm. A défaut, le pouvoir organisateur prévoit une sécurisation adéquate des barreaux. Afin d'éviter tout effet d'échelle, ces garde-corps ne comportent pas de barres intermédiaires horizontales;
- 2° d'un dispositif "plein" offrant les mêmes garanties de sécurité que ce qui est visé au point 1°.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Dans les espaces accessibles aux enfants, les parois, les sols et les équipements ne présentent pas de bords, coins ou extrémités saillants ou sont équipés de dispositifs permettant de les sécuriser.

§ 2. Les équipements disposant de barreaux :

- 1° présentent un espacement maximal de 6,5 cm entre deux barreaux;
- 2° ne comportent pas de barres intermédiaires horizontales.

§ 3. Les équipements au sein des espaces accessibles aux enfants répondent aux normes de sécurité en vigueur. Les équipements et leur utilisation sont adaptés à l'âge et au nombre des utilisateurs. La destination initiale des équipements ne peut être modifiée. Si le pouvoir organisateur ou son personnel modifie la structure initiale des équipements, il s'assure que la modification ne présente aucun danger pour les enfants.

Art. 13. Dans les espaces accessibles aux enfants, les prises de courant, les interrupteurs ainsi que tous les appareils et installations électriques pouvant présenter un danger sont installés hors d'atteinte des enfants ou équipés d'un système de sécurité adéquat.

Art. 14. Les produits chimiques à usage domestique, les produits inflammables et les objets potentiellement dangereux sont placés dans des espaces de rangement spécifiques, sécurisés et hors de portée des enfants.

Art. 15. Lorsque le lieu d'accueil dispose d'un espace activités extérieures, celui-ci est clos de façon sécurisée; est situé, de préférence, en continuité avec l'espace activités intérieures et son accès est sécurisé.

Art. 16. Les pièces d'eau, piscines et pataugeoires, font l'objet de moyens de protection adéquats les rendant inaccessibles aux enfants. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les activités en piscine ou pataugeoires adaptées, peuvent être organisées dans le respect strict des normes de sécurité, d'utilisation, d'hygiène, et d'entretien de ces équipements ainsi qu'en veillant à la présence constante aux abords de personnes en nombre suffisant et à même d'intervenir sans délai en cas de nécessité.

Art. 17. L'aménagement des différents espaces composant le lieu d'accueil doit permettre une évacuation facile en cas d'incendie.

Art. 18. Le pouvoir organisateur et son personnel créent et aménagent les différents espaces fréquentés par les enfants en vue de garantir une sécurité maximale des enfants. A cette fin, le pouvoir organisateur et son personnel sont attentifs à identifier tout risque potentiel et à prendre les mesures adéquates pour créer un environnement à risques corporels réduits dans le cadre de l'analyse de risque visée aux articles 29 et 65.

Art. 19. Le chauffage se fait à l'aide de radiateurs ou d'éléments de chauffage. Aucun système de chauffage à radiation directe n'est autorisé. Les radiateurs ou les éléments de chauffage placés dans les espaces destinés aux enfants sont efficacement protégés. Le pouvoir organisateur et son personnel d'accueil veillent à prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention des risques d'intoxication au monoxyde de carbone et d'incidents liés à l'usage normal des systèmes de chauffage et de production d'eau chaude. A cette fin, le pouvoir organisateur veille notamment à l'entretien régulier de ces systèmes en ce compris les conduits d'évacuation des fumées.

Art. 20. Le pouvoir organisateur veille à ce que :

1° les circuits de distribution d'eau et, en particulier, de l'eau chaude sont conçus de façon à prévenir la contamination de l'eau au cours de l'exploitation;

2° les appareils sanitaires alimentés par de l'eau chaude sont équipés ou alimentés de manière à éviter tout risque de brûlure.

Art. 21. L'utilisation de produits nocifs tels que pesticides, insecticides et herbicides, est interdite en présence des enfants et doit se faire de manière à éviter tout risque pour la santé.

Art. 22. Les escaliers sont sécurisés et à cette fin :

1° les escaliers comportent des contremarches ou à défaut un système permettant de garantir la sécurité des enfants à ce niveau;

2° l'accès aux escaliers est protégé par des barrières répondant aux normes de sécurité;

3° les escaliers sont pourvus d'une double main-courante l'une à hauteur d'adulte, l'autre à hauteur d'enfant ou, à défaut, ne peuvent être accessibles aux enfants en dehors de la présence du personnel d'encadrement;

4° l'accès aux escaliers hélicoïdaux est interdit aux enfants seuls ou accompagnés. Les exigences fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4° ne s'appliquent pas aux accueillant(e)s d'enfants.

Art. 23. A l'exception des accueillant(e)s d'enfants et dans le cadre de constructions neuves :

1° les fenêtres des différents espaces fréquentés par les enfants doivent leur permettre d'avoir une vue "dans un plan vertical" vers l'extérieur;

2° le pouvoir organisateur installe des vitres de sécurité pour les surfaces vitrées auxquelles les enfants ont accès ou à tout le moins veille à ce que ces vitres soient protégées de manière efficace contre les risques de bris susceptibles de blesser les enfants.

#### CHAPITRE IV. — *Modalités relatives à la salubrité et à l'hygiène*

Art. 24. Le pouvoir organisateur et son personnel veillent à la protection efficace, notamment des fenêtres, baies vitrées et vérandas, contre les rayonnements du soleil.

Art. 25. L'éclairage dans les espaces fréquentés par les enfants doit comporter un éclairage naturel direct ou indirect suffisant et adapté à la destination de chacun de ces espaces.

Art. 26. Le lieu d'accueil dispose d'un système d'aération adéquat afin d'assurer une aération efficace et régulière des espaces destinés aux enfants, en toute sécurité.

Art. 27. Dans des circonstances atmosphériques normales, le pouvoir organisateur et son personnel veillent à maintenir les températures suivantes : 18 °C dans les espaces de sommeil-repos; 20-22 °C dans les autres espaces.

Art. 28. Les matériaux utilisés lors de la construction, la transformation ou l'aménagement des espaces intérieurs et extérieurs du lieu d'accueil, en ce compris les matériaux de parachèvement des éléments architecturaux et l'état de ceux-ci ne peuvent porter atteinte à la santé des enfants.

Art. 29. Dans les espaces fréquentés par les enfants, il ne peut être fait usage de tapis plain, ainsi que de tout tapis à caractère ornemental comme revêtement de sol.

Art. 30. Les bacs à sable sont implantés et protégés de manière à ne pas être contaminés par les eaux de ruissellement ou par tout autre élément extérieur nuisible. Les bacs à sable sont fermés lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Le sable est changé ou régénéré au minimum une fois par an.

Art. 31. Le pouvoir organisateur et son personnel sont attentifs à la nécessité d'éliminer le risque de contamination par les pollutions intérieures ou pour diminuer celles-ci à un seuil acceptable, selon les normes en vigueur.

Art. 32. Pendant les périodes d'ouverture, le lieu d'accueil est nettoyé quotidiennement. Le traitement des sols et des surfaces est adapté aux types de sols et de surfaces et compatible avec l'activité du lieu d'accueil. Il est fait un usage rationnel des produits d'entretien et des désinfectants en respectant leurs protocoles d'utilisation.

Art. 33. Les déchets émanant du lieu d'accueil sont quotidiennement évacués et entreposés dans un espace spécifiquement destiné à cette fonction, situé de préférence à l'extérieur.

Art. 34. Le nombre de lits correspond au moins au nombre maximum d'enfants pouvant être présents simultanément. L'adoption de mesures permettant une individualisation du lit est recommandée. Le pouvoir organisateur assure le nettoyage régulier de la literie.

#### CHAPITRE V. — *Modalités relatives au bien-être et à l'épanouissement des enfants*

Art. 35. L'espace repas est aménagé de façon à ce que la prise des repas se déroule dans une ambiance conviviale et sereine, tout en garantissant la sécurité des enfants. En fonction du degré d'autonomie des enfants, le repas est pris individuellement ou collectivement à table.

Art. 36. Le pouvoir organisateur et son personnel ne peuvent recourir à aucun moyen de vidéo-surveillance des enfants en remplacement de la surveillance par son personnel; l'usage de ce type de moyen ne peut donc constituer qu'un complément par rapport à celle-ci. Le recours à des moyens techniques de prise et de diffusion d'images des enfants ne peut intervenir que dans le respect strict des règles en vigueur et moyennant le consentement formel des parents. La diffusion par voie électronique en direct d'images des enfants est interdite.

Art. 37. L'espace soins et sanitaires est aménagé de façon à garantir le confort, la sécurité et l'intimité des enfants qui le fréquentent tout en permettant au personnel, à l'accueillant(e) de garder un contact visuel et verbal avec les enfants présents dans les espaces activités

CHAPITRE VI. — *Recommandations*

Art. 38. L'aménagement d'une entrée particulière est recommandé lorsque le lieu d'accueil est situé dans un bâtiment qui n'est pas affecté à son seul usage ou à un usage mixte du lieu d'accueil - habitation privée.

Art. 39. Il est recommandé que l'espace accueil soit aménagé de façon à accueillir adéquatement et en toute sécurité le public fréquentant le milieu d'accueil.

Art. 40. Il est recommandé que l'espace activités intérieures soit aménagé de façon à permettre le déroulement simultané de plusieurs activités ludiques, individuelles et collectives. L'espace peut être modulé en fonction de l'âge et des activités des enfants sans que cette modularité ne mette en danger la sécurité des enfants.

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. Les modalités fixées par l'ONE en vertu du code de qualité s'appliquent aux infrastructures des milieux d'accueil :

1° dont la demande d'autorisation est introduite après le 20 mars 2008;

2° autorisés au 20 mars qui ont, après cette date, déménagé;

3° autorisés au 20 mars 2008 qui ont, après cette date, procédé à des transformations de leur bâtiment et dans la limite de celles-ci; à l'exception des transformations qui ont fait l'objet d'une approbation par l'ONE antérieure à cette date.

Art. 42. § 1<sup>er</sup>. Les modalités relatives aux infrastructures fixées par l'ONE en vertu du code de qualité ne s'appliquent pas aux demandes d'autorisation relatives à des milieux d'accueil qui répondent aux conditions suivantes :

1) disposer, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2014, d'une attestation de surveillance valide délivrée par Kind en Gezin ;

2) ne pas avoir suspendu son activité ;

3) ne pas avoir eu une décision de retrait ou de refus d'autorisation par l'ONE.

Pour les lieux d'accueil visés à l'alinéa premier, les modalités relatives aux équipements s'appliquent dans un délai de 2 ans à compter de l'autorisation du milieu d'accueil par l'Office.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> est également applicable lorsque l'attestation de surveillance a été retirée par Kind en Gezin principalement en raison du non-respect de l'obligation d'apporter la preuve de la connaissance de la langue néerlandaise par le responsable du milieu d'accueil et moyennant mise en conformité pour ce qui ne relève pas de l'exigence linguistique.

§ 3. Les dispositions du présent article s'appliquent aux demandes d'autorisation introduites entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 décembre 2017.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s.

Bruxelles, le 2 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

**Annexe 2 : Tableau des motifs et modalités de justification pouvant être pris en compte à concurrence du quota de 40 jours visé à l'art. 124 § 2 alinéa 1<sup>er</sup>**

Motifs	Justificatifs
Absence d'un jour pour raisons de santé (maximum 3 jours par trimestre).	Déclaration sur l'honneur
Grève des transports en commun.	Attestation de la société concernée (TEC, STIB, SNCB,...).
Congés annuels prévus par la réglementation applicable au travailleur concerné.	Déclaration sur l'honneur.
Congés de circonstances (petits chômages) prévus par la réglementation applicable au travailleur concerné.	Documents fournis à l'employeur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s.

Bruxelles, le 2 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14855]

**2 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 7 en 10 van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering betreffende opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de Office de la Naissance et de l'Enfance, gegeven op 4 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 23 januari 2019;

Gelet op de "gendertest" van 5 december 2018, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleiden van de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 65.293/4 van de Raad van State, gegeven op 14 maart 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de beslissing van de overleginstantie en het ministerieel comité van 11 februari 2019, zoals bepaald in de artikelen 12 tot en met 16 van het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2004 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn;

Op de voordracht van de Minister voor het Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan:

1° Decreet: het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

2° Kwaliteitscode: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

3° Opvangproject : het opvangproject zoals bedoeld in artikel 20 van de kwaliteitscode.

4° Opvangovereenkomst: overeenkomst gesloten tussen de ouder(s) en de organiserende instantie of vertegenwoordiger ervan dat de rechten en plichten bepaalt tussen de twee partijen in het kader van de kinderopvang;

5° Mobiele kinderdagverblijf: kinderdagverblijf in de zin van artikel 3, 1°, van het decreet, waarvan de plaats van opvang van dag tot dag verschilt met de verplaatsingen van het team dat voor de kinderen zorgt;

6° Tandemplan: het systeem dat door het paritair comité nr. 305 bij collectieve overeenkomst van 27 oktober 2010 over de harmonisatie van de schalen en de overeenstemming van de functies wordt gereguleerd;

7° Tijdskrediet: stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking ingesteld bij CAO nr. 77bis, gesloten in het kader van de Nationale Arbeidsraad, zoals aangevuld door de sectorale CAO van 9 september 2002;

8° Brugpensioen : het mechanisme voor het einde van de loopbaan ingericht bij de Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974 tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, zoals aangevuld bij de Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 februari 2005 gesloten voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten voor de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2007;

9° Rechthebbende : de werknemer in de opvangvoorziening gesubsidieerd door de ONE, aangeworven in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur en houder van een betrekking gesubsidieerd door de ONE, die, overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2005 van het Tandemplan of de hierboven bepaalde maatregel voor brugpensioen geniet.

**TITEL II. — OPVANGVERGUNNING****HOOFDSTUK I. — DE VOORWAARDEN VOOR HET VERLENEN VAN DE OPVANGVERGUNNING****AFDELING 1. — DE INRICHTENDE MACHT**

**Art. 2.** De inrichtende macht dient zich te onthouden van elke gedraging, houding of demonstratie van religieuze of filosofische aard die duidelijk in strijd is met de kwaliteitscode of het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

De inrichtende macht is op de hoogte van de regels voor de toekenning en het behoud van de door haar aangevraagde opvangvergunning en verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat de opvangvoorziening in overeenstemming daarmee functioneert.

**Art. 3.** Elke inrichtende macht moet een ondernemingsnummer hebben bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Elke inrichtende macht moet toegang hebben tot internet en een e-mailadres hebben voor zichzelf enerzijds en voor haar opvangvoorziening anderzijds.

**Art. 4.** Alvorens een vergunning te krijgen, stelt elke inrichtende macht een financieel plan op waarin alle kosten en inkomsten met betrekking tot de exploitatie van de opvangvoorziening zijn opgenomen, met inachtneming van de normen die in het decreet en dit besluit zijn vastgesteld.

**Art. 5.** § 1. Voor zelfstandige onthaalouders en zelfstandige mede-onthaalouders is elke zelfstandige onthaalouder zijn eigen inrichtende macht.

Voor elke zelfstandige mede-onthaalouder sluiten de zelfstandige onthaalouders die beslissen om samen te werken op dezelfde plaats, een overeenkomst voor onbepaalde tijd volgens een door de ONE vastgesteld model waarin minimaal sprake is van:

1° de datum waarop de overeenkomst van start gaat;

2° de modaliteiten betreffende het gebruik van de lokalen en het materiaal;

3° de modaliteiten betreffende de verdeling van kosten en inkomsten;

4° de modaliteiten betreffende de gevolgen voor de opvang van de kinderen, met name wat betreft de continuïteit, van de periodes van onbeschikbaarheid van de ene of de andere onthaalouder, waarbij de ouders hiervan op de hoogte worden gebracht;

5° de modaliteiten betreffende de beëindiging van de activiteit van een van de onthaalouders, waarvan de vooropzegperiode lang genoeg is om een alternatief te vinden voor het onthaal van de kinderen, waarbij de ouders hiervan op de hoogte worden gebracht;

§ 2. De inrichtende macht van een dienst voor kinderopvang of een kinderdagverblijf moet een VZW, een overheidsinstantie of een onderneming met een sociaal oogmerk zijn, met inbegrip van coöperatieve ondernemingen.

#### AFDELING 2. — OPVANGCAPACITEIT

**Art. 6.** De inrichtende macht vermeldt de gewenste opvangcapaciteit in haar vergunningaanvraag, met name in het licht van de in deze afdeling vastgestelde voorschriften.

**Art. 7.** Het kinderdagverblijf heeft een minimale opvangcapaciteit van 14 plaatsen.

Boven 14 plaatsen is de toegestane capaciteit veelvoud van 7.

**Art. 8.** De zelfstandige onthaalouder heeft een opvangcapaciteit van 4 kinderen berekend in voltijdsequivalenten en maximaal 5 kinderen die gelijktijdig aanwezig zijn.

Voort de zelfstandige mede-onthaalouders is de opvangcapaciteit 8 kinderen berekend in voltijdsequivalenten en maximaal 10 kinderen die gelijktijdig aanwezig zijn.

**Art. 9.** De dienst voor kinderopvang heeft een minimumcapaciteit van 36 plaatsen met een maximum van 4 voltijdsequivalenten per plaats van opvang en maximaal 5 kinderen die gelijktijdig aanwezig zijn.

Boven 36 plaatsen is de toegestane capaciteit een veelvoud van 36 plaatsen.

#### AFDELING 3. — OPVANGPROJECT EN OPVANGOVEREENKOMST

**Art. 10.** De inrichtende macht is verantwoordelijk voor het opzetten van een opvangproject in overeenstemming met de kwaliteitscode in overleg met het personeel van de opvangvoorziening.

Voor een kinderdagverblijf is het de bedoeling dat de opvang rond groepen van maximaal 14 kinderen wordt georganiseerd.

**Art. 11.** De inrichtende macht stelt een opvangovereenkomst op volgens het door de ONE ontwikkelde model.

De opvangovereenkomst omvat minstens volgende bepalingen:

1° de naam, het statuut en de contactgegevens van de inrichtende macht, de aard van de opvang die wordt georganiseerd en de contactgegevens van de opvangvoorziening;

2° identificatie van ouders en kind;

3° het uurrooster van de kinderopvang;

4° de verwachte aankomst- en vertrekdatum van het kind; deze laatste datum wordt verondersteld de datum te zijn van de eerste schooldag na de derde verjaardag van het kind;

5° de modaliteiten voor het beheer van de opvangaanvragen overeenkomstig de artikelen 50 tot en met 55;

6° de modaliteiten voor de preventieve medische controle van kinderen en het toezicht op de gezondheid van de gemeenschap;

7° de praktische modaliteiten voor de opvang en de inwerkperiode;

8° desgevallend, de bepalingen betreffende het forfaitaire voorschot;

9° het bedrag, de manier van berekening en herziening van de financiële bijdrage van de ouders;

10° de modaliteiten voor de herziening en beëindiging van de overeenkomst, met een opzegtermijn van maximaal 3 maanden;

11° de verzekering die door de in artikel 31 bedoelde inrichtende macht wordt afgesloten;

12° praktische afspraken over het werken en de organisatie.

**Art. 12.** De inrichtende macht voorziet in een periode waarin elk kind, vóór de inwerkingtreding van de opvangovereenkomst, geleidelijk met en zonder zijn of haar ouders wordt opgevangen om de overgang tussen de leefomgeving en de opvangvoorziening te vergemakkelijken.

De praktische en financiële details van de inwerkperiode zijn opgenomen in de opvangovereenkomst.



**AFDELING 4. — PERSONEEL EN PERSONEN DIE IN REGELMATIG CONTACT KOMEN  
MET DE OPGEVANGEN KINDEREN**

**Art. 13.** De inrichtende macht ziet erop toe dat het personeel dat is aangeworven voordat de vergunning is verleend en de personen die, voor zover haar bekend, regelmatig contact moeten onderhouden met de opgevangen kinderen, de bepalingen van deze afdeling naleven.

Voor zelfstandige (mede)onthaalouders en het opvangpersoneel in diensten voor kinderopvang waarvan de plaats van opvang thuis of op de verblijfplaats is, worden de leden van het gezin beschouwd als personen die geacht worden regelmatig contact te hebben met de opgevangen kinderen.

De inrichtende macht voegt bij haar verzoek om vergunning een overzichtstabel in de door ONE verstrekte vorm en de in dit hoofdstuk bedoelde documenten voor de in het eerste lid bedoelde personen en voor de persoon die zij als directeur aanwijst.

**ONDERAFDELING 1. — ALGEMEEN**

**Art. 14.** Het personeel van een dienst voor kinderopvang en een kinderdagverblijf mag geen lid zijn van de beslissingsorganen van de inrichtende macht.

**Art. 15.** In kinderdagverblijven en diensten voor kinderopvang zijn leidinggevend personeel, psycho-medisch-sociaal ondersteunend personeel en het personeel voor kinderopvang ofwel statutair of wel contractueel tewerk gesteld.

In kinderdagverblijven kan het personeel voor kinderopvang ook werken in een langdurige stage, in het kader van een alternerende vorming, voortdurende vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen met een maximum van één stagiair per volledige schijf van 14 plaatsen.

**Art. 16.** De inrichtende macht, met inbegrip van de zelfstandige (mede)onthaalouders, beschikt voor elke persoon van 18 jaar en ouder die regelmatig in contact staat met de opgevangen kinderen voor zijn indiensttreding of toestemming heeft voor het gezin in geval van thuisopvang over een uittreksel uit het strafregister, zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering dat minder dan zes maanden oud is waarin geen enkele veroordeling of interneringsmaatregel is opgelegd wegens zedenfeiten of geweld tegen minderjarigen.

Zo nodig wordt het uittreksel uit het strafregister vervangen door een gelijkwaardig document van de bevoegde buitenlandse autoriteiten.

**Art. 17.** De inrichtende macht, met inbegrip van de zelfstandige (mede)onthaalouders beschikt voor elke persoon van 15 jaar of ouder die regelmatig contact heeft met de opgevangen kinderen, vóór de indiensttreding of toestemming heeft voor het gezin, in geval van thuisopvang over een medisch attest, minder dan drie maanden oud, waarin wordt verklaard dat er op het ogenblik van het onderzoek geen enkele lichamelijke of geestelijke aandoening is die een gevaar zou kunnen vormen voor de opgevangen kinderen.

**Art. 18.** De inrichtende macht, met inbegrip van de zelfstandige (mede)onthaalouders, beschikt over een bewijs van de immuniteit tegen rodehond voor elke vrouw tussen de 15 en 50 jaar die geacht wordt regelmatig contact te hebben met de opgevangen kinderen, voordat zij in dienst treedt of toestemming heeft voor het gezin in geval van thuisopvang.

**Art. 19.** De inrichtende macht van een dienst voor kinderopvang heeft voor haar loontrekkende en zelfstandige onthaalouders een bewijs dat kinderen jonger dan 4 jaar in het gezin gevaccineerd zijn in overeenstemming met de door de Franse Gemeenschap opgestelde regeling.

Een gehele of gedeeltelijke vrijstelling van die verplichting zoals bedoeld in het vorige lid kan op medische gronden door de ONE worden verleend.

**ONDERAFDELING 2. — OPDRACHTEN EN BASISOPLEIDING**

**Art. 20.** De inrichtende macht, met inbegrip van de zelfstandige (mede)onthaalouders, beschikt voor elk personeelslid zoals bedoeld in de artikelen 21, 22 en 24 over een afschrift van het diploma waaruit blijkt dat die voldoet aan de regels inzake de basisopleiding.

**Art. 21.** Met uitzondering van de zelfstandige (mede) onthaalouder wijst de inrichtende macht een directeur aan die tussen 21 en 67 jaar oud is en die de volgende hoofdtaken heeft:

- zorgen voor het administratieve en organisatorische beheer van de opvangvoorziening;
- zorgen voor team- en personeelsbeheer (werving, integratie, evaluatie, opleidingsplan, planning van het werk van het team /uurregelingen);
- het ondersteunen van veranderingen in teams (praktijkgerichtheid, enz.);
- zorgen voor, deelnemen aan en coördineren van de effectieve uitvoering van het opvangproject en de evaluatie en ontwikkeling ervan, met inbegrip van de sociale en gezondheidsdimensie;
- een benadering van de relaties met ouders en kinderen ontwikkelen die de toegankelijkheid voor iedereen en de steun voor het ouderschap bevordert;
- als interface met gezinnen, partners en lokale actoren op te treden en acties te ontwikkelen die bijdragen tot de openstelling voor de plaatselijke gemeenschap.

In een kinderdagverblijf vervult de directeur zijn of haar taken in de plaats(en) van opvang.

**Art. 22.** In de diensten voor kinderopvang en de kinderdagverblijven is het ondersteunend psycho-medisch-sociaal personeel tussen 21 en 67 jaar en heeft, samen met de directie als voornaamste opdrachten:

- een benadering van de relaties met ouders en kinderen ontwikkelen en toepassen die de toegankelijkheid voor iedereen bevordert en het ouderschap ondersteunt;
- ondersteuning van en deelname aan de uitvoering van het opvangproject en de evaluatie en ontwikkeling ervan;
- bijdragen tot de bevordering van de gezondheid en de gezondheid van de gemeenschap;
- deelnemen aan het administratieve, organisatorische en personeelsbeheer.

In de diensten voor kinderopvang is het psycho-medisch-sociaal ondersteunend personeel belast met het toezicht op (mede)onthaalouders in loondienst.

**Art. 23.** § 1 De basisopleiding die de houders ervan in staat stelt de taak van psycho-medisch-sociale begeleiding uit te oefenen is de volgende:

a) psycho-medisch-sociale diploma's in het hoger onderwijs van het korte type:

1. Bachelor in de psychologie;
2. Bachelor sociaal assistent;
3. Bachelor verpleegzorg;

b) a) psycho-medisch-sociale diploma's in het hoger onderwijs van het lange type :

1. Master in psychologie en pedagogie;
2. Master in sociale engineering en sociale actie;
3. Master in de volksgezondheidswetenschappen.

§ 2. Met uitzondering van de kinderdagverblijven met 14 plaatsen, is de basisopleiding die de houders ervan in staat stelt het ambt van directeur uit te oefenen, een opleiding op hoger niveau met een psychopedagogische, gezondheids- of maatschappelijke oriëntatie.

De basisopleidingen die personen die een dergelijke opleiding volgen in staat stelt het ambt van directeur uit te oefenen in een kinderdagverblijf met 14 plaatsen, zijn uitsluitend die bedoeld in § 1.

Bovendien vereist de uitoefening van het ambt van directeur het bewijs binnen twee jaar na de indiensttreding van de functie van aanvullende opleiding die door de ONE is erkend.

**Art. 24.** Zelfstandige (mede)onthaalouders en het personeel van diensten voor kinderopvang en kinderdagverblijven zijn tussen 18 en de wettelijke pensioenleeftijd met een maximum van 67 jaar.

Zij vervullen de volgende hoofdtaken:

- kinderen de zorg te geven die ze nodig hebben voor hun dagelijkse behoeften en hen te voorzien van verrijkende omstandigheden voor hun fysieke, psychologische, cognitieve, emotionele en sociale ontwikkeling;
- de hygiëne van de ontvangstruimte te waarborgen;
- bijdragen tot de realisatie van aangepaste maaltijden en de praktische organisatie van de opvangvoorziening;
- het opvangproject uit te voeren en bij te dragen tot de evaluatie en ontwikkeling ervan;
- zorgen voor het onthaal van gezinnen en kinderen, en voor de dagelijkse relaties met ouders in een geest van partnerschap;
- potentiële stagiairs begeleiden.

**Art. 25.** Zelfstandige (mede)onthaalouders en het personeel van de kinderopvang en kinderdagverblijven moeten het bewijs leveren van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs en een van de volgende basisopleidingen:

- Certificaat van kwalificatie in de kinderopvang;
- Certificaat van hulpkwalificatie voor kinderen;
- Certificaat van diploma van leraar;
- Certificaat van Kwalificatie Educatief Medewerker;
- Diploma van opleiding "Ondernemer: aanbieder van kinderopvang" uitgereikt door IFAPME of de Espace Formation PME van de Cocof.

#### AFDELING 5. — INFRASTRUCTUUR EN UITRUSTING

**Art. 26.** De inrichtende macht zorgt ervoor dat haar activiteiten voldoen aan de stedenbouwkundige eisen.

De inrichtende macht moet kunnen aantonen dat zij gedurende een periode van minimaal 3 jaar recht op vestiging heeft op de plaats(en) van opvang waar zij de opvang van kinderen organiseert.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op de bevoegdheden van de inrichtende machten van onthaalouders in thuisopvang.

**Art. 27.** De inrichtende macht ziet erop toe dat de infrastructuur en de uitrusting in de opvangruimte(n) van de inrichtende macht de kinderen opvangcondities bieden die hen veiligheid, gezondheid, hygiëne en ruimte bieden en bevorderlijk zijn voor hun welzijn en hun ontwikkeling, met inachtneming van de kwaliteitscode en de procedures die in de bijlage bij dit besluit zijn vastgelegd.

**Art. 28.** De inrichtende macht verstrekt de ONE een beschrijving en een plan van de infrastructuur om de verschillende bedrijfsruimten te identificeren die voor de activiteiten worden gebruikt:

- voor de zelfstandige onthaalouder;
- voor het kinderdagverblijf
- voor elke plaats van opvang die al geïdentificeerd was voor diensten voor kinderopvang en mobiele kinderdagverblijven.

#### AFDELING 6. — BEHEER EN DEKKING VAN RISICO'S

**Art. 29.** De inrichtende macht voert een risicoanalyse uit van de veiligheid, de gezondheid en het welzijn van het personeel en kinderen en stelt een procedure voor crisisbeheer vast. Zij zorgt ervoor dat haar personeel:

- op de hoogte wordt gesteld van het resultaat van de risicoanalyse,
- in staat is om de crisismanagementprocedure uit te voeren.

De inrichtende macht verstrekt de ONE een mobiel telefoonnummer om ONE in staat te stellen in geval van nood contact op te nemen.

**Art. 30.** De inrichtende macht moet de ONE een rapport van de bevoegde brandweer bezorgen waarin wordt bevestigd dat de voorwaarden voor brandbestrijding en -preventie voor elke plaats van opvang worden nageleefd voor een vergunning is gegeven.

**Art. 31.** De inrichtende macht sluit een burgerlijke, beroeps- en lichamelijke ongevallenverzekering af die haar activiteiten dekt.

#### AFDELING 7. — VERHOUDING MET ONE

**Art. 32.** De inrichtende macht is zich bewust van de taken die de ONE en haar personeelsleden uitvoeren en verbindt zich ertoe deze te respecteren.

**Art. 33.** Voorafgaand aan de indiening van de aanvraag voor een opvangvergunning neemt de inrichtende macht deel aan het voorbereidingsproces, dat tot doel heeft het vergunningsdossier op te stellen, dat door de ONE wordt georganiseerd.

#### HOOFDSTUK II. — Procedure voor het verlenen en weigeren van de opvangvergunning

**Art. 34.** Aan het einde van het in artikel 33 bedoelde voorbereidingsproces kan de inrichtende macht een aanvraag voor een opvangvergunning indienen volgens het door de ONE vastgestelde model.

Om volledig te worden verklaard, moet de vergunningaanvraag naar behoren worden ingevuld en ondertekend door een persoon die in staat is de inrichtende macht te binden en moeten de volgende documenten worden bijgevoegd:

a) een financieel basisplan, gebaseerd op het door ONE verstrekte model, dat de financiële levensvatbaarheid van het project op redelijke wijze vaststelt.

c) voor een verzoek betreffende een zelfstandige onthaalouder die met een andere onthaalouder op dezelfde plaats wenst te werken, de in artikel 5, tweede lid, bedoelde overeenkomst.

d) het in artikel 10 bedoelde opvangproject.

e) de in artikel 11 bedoelde opvangovereenkomst.

f) de in artikel 13, derde lid, bedoelde overzichtstabel van het personeel en de personen die regelmatig met kinderen in contact komen.

g) voor de persoon die is aangewezen om het beheer te voeren en de in artikel 13, eerste en tweede lid, bedoelde personen:

- Het in artikel 16 bedoelde uittreksel uit het strafregister.

- Het in artikel 17 bedoelde medisch attest.

- Bewijs van immuniteit voor rodehond als bedoeld in artikel 18.

- Een kopie van het diploma waaruit blijkt dat de in de artikelen 23 en 25 bedoelde regels inzake basisopleiding in acht zijn genomen.

- Bewijs dat het vaccinatieprogramma van de Franse Gemeenschap voor de kinderen van het in artikel 19 bedoelde gezinnen in acht is genomen.

h) een verklaring op eer betreffende de naleving van de stedenbouwkundige voorschriften en het recht op beroep als bedoeld in artikel 26.

i) documenten om de naleving van artikel 27 te waarborgen.

j) een beschrijving en een plan van de in artikel 28 bedoelde infrastructuur.

k) een verklaring op eer dat aan de artikelen 29 en 31 is voldaan.

l) het bij artikel 29, tweede lid, voorgeschreven mobiele telefoonnummer.

m) het in artikel 30 bedoelde verslag van de brandweer.

**Art. 35.** Binnen 15 dagen na ontvangst van de vergunningaanvraag stuurt de ONE een bericht naar de inrichtende macht met de mededeling dat de aanvraag volledig of onvolledig is.

Indien het dossier onvolledig wordt verklaard, vermeldt de ONE in haar ontvangstbevestiging de ontbrekende documenten en/of informatie.

De aanvrager moet een volledig dossier hebben ingediend binnen een termijn van maximaal drie maanden na de datum van verzending van de kennisgeving van het onvolledige dossier.

Binnen 15 dagen na ontvangst van de laatste ontbrekende documenten of informatie stuurt de ONE de inrichtende macht een bericht dat het dossier volledig is.

**Art. 36.** Tegelijk met de verzending van het bericht dat het dossier volledig is, vraagt de ONE het advies bedoeld in artikel 6, § 1, van het decreet aan.

**Art. 37.** Voor elke aanvraag van een vergunning wordt door de bevoegde personeelsleden van ONE een verslag opgesteld volgens de in de bijlage beschreven procedures, in een gestandaardiseerd formaat en met het advies van de betrokken ambtenaren.

Voor de plaatsen van opvang voor een dienst van opvang of een mobiel kinderdagverblijf wordt door de inrichtende macht een verslag over de infrastructuur en de uitrusting ter beschikking gesteld.

In het kader van het onderzoek van de vergunningaanvraag kan de ONE aanvullende informatie of documenten opvragen, waaronder een medisch attest van een gespecialiseerde arts.

Ongeacht of aan de voorwaarden voor het verlenen van de vergunning wordt voldaan, mag het onderzoek van de vergunningaanvraag geen elementen aan het licht brengen waaruit duidelijk blijkt dat de inrichtende macht niet in staat is opvang te bieden in overeenstemming met de voorwaarden voor handhaving van de in Hoofdstuk III bedoelde vergunning.

**Art. 38.** § 1. De ONE beslist binnen 60 dagen na het uitbrengen van het advies over de aanvraag voor een opvangvergunning en deelt haar beslissing mee aan de inrichtende macht en aan de bevoegde burgemeester die overeenkomstig artikel 6 van het decreet een advies heeft uitgebracht.

Aan het einde van haar analyse van de vergunningsaanvraag neemt de ONE in eerste instantie een van de volgende beslissingen:

1. de vergunning tot opvang te verlenen voor de gevraagde opvangcapaciteit;
2. de vergunning tot opvang te verlenen voor een lagere capaciteit dan de gevraagde capaciteit;
3. de vergunningsaanvraag voorlopig af te wijzen door de aanvrager voldoende tijd te geven om zijn aanvraag in orde te brengen;
4. het verzoek om vergunning te weigeren.

§ 2. In elke beslissing tot voorlopige weigering wordt vermeld welke elementen met de richtlijn in overeenstemming moeten worden gebracht en binnen welke termijn.

Deze termijn kan op verzoek van de inrichtende macht worden verlengd.

Uiterlijk 30 dagen na de door de inrichtende macht aangekondigde naleving of na het verstrijken van de termijn voor naleving, onderzoekt de ONE de aanvraag opnieuw en kan zij vervolgens een beslissing nemen:

1. de vergunning te verlenen voor de gevraagde opvangcapaciteit;
2. de opvangvergunning af te geven voor een lagere capaciteit dan de gevraagde capaciteit;
3. de vergunning definitief te weigeren.

§ 3. De beslissingen van de ONE, zoals bedoeld in de voorgaande paragrafen, worden met redenen omkleed en binnen drie werkdagen na de vaststelling ervan per aangetekende brief aan de inrichtende macht meegedeeld.

Elke beslissing om een vergunning te verlenen of definitief te weigeren wordt eveneens ter kennis gebracht van de bevoegde burgemeester.

In kennisgevingen van een beslissing tot definitieve weigering of vermindering van de gevraagde capaciteit wordt de aanvrager in kennis gesteld van de mogelijkheid om beroep in te stellen bij de Raad van Bestuur en van de modaliteiten voor de invoering ervan.

**Art. 39.** § Tegen elke beslissing, in eerste instantie genomen van de weigering van een vergunning of een vermindering van de gevraagde opvangcapaciteit kan beroep worden ingediend bij de Raad van Bestuur van de ONE.

Op straffe van verval moet het beroep bij aangetekend schrijven worden ingesteld binnen 30 dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

§ 2. In zijn verzoek verwijst de aanvrager naar de bezwaren tegen de beslissing en geeft hij aan of hij al dan niet wenst te worden gehoord.

Indien de aanvrager om een hoorzitting verzoekt, wordt ook de vertegenwoordiging van het orgaan dat de beslissing heeft genomen, gehoord.

De Raad van Bestuur, of de personen onder zijn leden die hij aanwijst, horen de aanvrager.

De notulen van deze hoorzitting worden door de aanwezige personen opgesteld en ondertekend.

§ 3. Na afloop van zijn onderzoek van het beroep neemt de Raad van Bestuur, indien nodig na toekenning van een bijkomende termijn, één van de volgende beslissingen:

1. De in eerste instantie genomen beslissing bevestigen.
2. De beslissing in eerste aanleg in kennis te stellen van de genomen beslissing door, naargelang het geval, hetzij de opvangvergunning of een andere opvangcapaciteit te verlenen dan die welke in eerste aanleg is behouden.

De Raad van Bestuur motiveert zijn beslissing formeel en stelt de aanvrager binnen drie werkdagen per aangetekende brief in kennis van zijn beslissing.

Het besluit wordt ook aan de bevoegde burgemeester meegedeeld.

### HOOFDSTUK III. — VOORWAARDEN VOOR HET BEHOUD VAN DE VERGUNNING

#### AFDELING 1. — INRICHTENDE MACHT

**Art. 40.** De inrichtende macht moet gedurende de gehele werking van haar opvangvoorziening voldoen aan de voorwaarden van Hoofdstuk 2 op grond waarvan de vergunning is verleend en aan de voorwaarden van dit hoofdstuk.

De inrichtende macht verwittigt de ONE volgens de door haar vastgestelde modaliteiten van elke wijziging die een belangrijke invloed kan hebben op de omstandigheden van de kinderopvang en van elk ernstig ongeval dat zich in de opvangvoorziening voordoet.

De inrichtende macht houdt, overeenkomstig de door de ONE vastgestelde procedures, een bijgewerkte lijst bij van de opgevangen kinderen, het opvangrooster en de contactgegevens van de ouders.

De inrichtende macht de ONE een jaarlijks activiteitenverslag volgens het model van de ONE.

#### AFDELING 2. — OPVANGCAPACITEIT

**Art. 41.** § 1. Elke wijziging in de opvangcapaciteit van een opvangvoorziening met een wijziging van de oorspronkelijke vergunning moet vooraf worden goedgekeurd door de ONE overeenkomstig de procedure zoals beschreven in Hoofdstuk II.

Voor verzoeken om wijziging van de opvangcapaciteit bepaalt de ONE welke van de in artikel 34, tweede lid genoemde documenten moeten worden verstrekt.

§ 2. De toegestane capaciteit van een dienst voor kinderopvang wordt elke vijf jaar door de ONE getoetst aan de hand van het aantal werkelijke plaatsen of op eigen initiatief als de werkelijke plaatsen van de dienst voor kinderopvang in het voorgaande jaar met meer dan een derde zijn afgenomen.

Elke door de ONE toegestane capaciteitsvermindering moet zes maanden op voorhand aan de inrichtende macht worden meegedeeld.

**Art. 42.** Bij wijze van uitzondering en op een met redenen omkleed verzoek dat de inrichtende macht vóór de betrokken periode bij de ONE indient, kan de ONE onder de door haar vastgestelde voorwaarden een tijdelijke afwijking van de in de artikelen 6 tot en met 9 bedoelde capaciteitsdrempels toestaan. Deze afwijking mag geen invloed hebben op de kwaliteit van de opvang.

#### AFDELING 3. — OPVANGPROJECT EN OPVANGOVEREENKOMST

**Art. 43.** De inrichtende macht en het personeel van de opvangvoorziening voeren het opvangproject dagelijks uit met het oog op een voortdurende verbetering van de kwaliteit.

De inrichtende macht overheid en haar medewerkers zorgen ervoor dat hun opvoedings- en gedragspraktijken in overeenstemming zijn met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationale Verdrag inzake de rechten van het kind.

**Art. 44.** De inrichtende macht sluit een opvangovereenkomst met de ouder(s) voor elk aanvraag voor opvang dat zij overeenkomstig artikel 55 heeft aanvaard.

Bij de ondertekening van de opvangovereenkomst kan de inrichtende macht de ouders om een forfaitair voorschot vragen om ervoor te zorgen dat de plaats wordt gereserveerd en dat hun contractuele en financiële verplichtingen naar behoren worden nagekomen gedurende de hele periode van de opvang van hun kind.

Het forfaitaire voorschot komt overeen met maximaal het equivalent van een maand opvang, berekend op basis van het aantal gevraagde bezoeken. Het moet worden teruggegeven indien het kind om redenen van overmacht niet kon komen of bij het einde van de opvang indien alle ouderlijke verplichtingen zijn nagekomen en dit binnen een termijn van maximaal één maand.

**Art. 45.** De inrichtende macht houdt de opvangovereenkomsten en opvangprojecten ondertekend door de ouders bij, en houdt ze ter beschikking van de ONE.

Elke wijziging van het opvangproject of -overeenkomst moet door de ONE worden goedgekeurd voordat het wordt toegepast.

#### AFDELING 4. — RELATIE MET DE OUDERS

##### ONDERAFDELING 1. — ALGEMEEN

**Art. 46.** De inrichtende macht en haar medewerkers beschouwen ouders individueel en collectief als actieve partners in de zorg voor hun kind in een logica van steun voor het ouderschap.

**Art. 47.** De inrichtende macht verzekert de continuïteit van de opvang van het kind in overeenstemming met de verplichtingen die bij of krachtens het decreet en de opvangovereenkomst zijn vastgelegd.

**Art. 48.** De inrichtende macht zorgt ervoor dat klachten over het functioneren van haar opvangvoorziening adequaat worden behandeld en werkt waar nodig samen met de personeelsleden van de ONE die deze klachten opvolgen.

De inrichtende macht integreert klachtenmanagement in het proces van kwaliteitsevaluatie en -verbetering.

**Art. 49.** De inrichtende macht zorgt ervoor dat de fiscale attesten, die door de ONE worden overgemaakt, worden ingevuld en aan de ouders worden overhandigd om hen in staat te stellen te genieten van de vermindering van de personenbelasting.

##### ONDERAFDELING 2. — BEHEER VAN DE AANVRAGEN VOOR OPVANG

**Art. 50.** De ONE zet een gecentraliseerd computersysteem op voor het beheer van de aanvragen voor kinderopvang die het zoeken naar en de toegankelijkheid van kinderopvangplaatsen, het rechtstreekse contact tussen de ouders en de kinderopvanggemeenschap en het beheer van het kinderopvangsysteem en de programmering bevorderen.

De aanvragen van de ouders voor opvang moeten via dit systeem worden ingediend, evenals de aanvaarding en weigering van de inrichtende machten.

**Art. 51.** § 1. Na een ontmoeting met de vertegenwoordigers van de inrichtende macht kan/kunnen de ouder(s) de aanvraag voor opvang bevestigen.

De inrichtende macht kan geen bevestiging van een aanvraag voor opvang aanvaarden voor de derde volledige maand van de zwangerschap.

§ 2. De inrichtende macht doet er alles aan om zo adequaat mogelijk te reageren op elke aanvraag voor opvang van de ouders in overleg met hen.

§ 3. De inrichtende macht beslist, in chronologische volgorde, maandelijks en gelijktijdig over alle aanvragen voor opvang die door de ouder(s) in de voorgaande maand zijn bevestigd.

In afwijking van het voorgaande lid kan de inrichtende macht onmiddellijk instemmen met bevestigde aanvragen die betrekking hebben op de in artikel 52, eerste, tweede en derde lid, bedoelde voorrangen.

**Art. 52.** De inrichtende macht kan, overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten, voorrang geven aan bevestigde aanvragen tot opvang:

1. die betrekking hebben op specifieke opvangbehoeften in de zin van artikel 88, 5°;
2. van ouders die geconfronteerd werden met de onvoorspelbare sluiting van de opvangvoorziening waar hun kind werd opgevangen;
3. die afkomstig zijn van ouders van wie er minstens één woont, werkt of opgeleid is op het grondgebied van de betreffende gemeente wanneer de inrichtende macht een lokale overheid is;
4. van ouders van wie ten minste één van de ouders personeelslid is van een werkgever die deel uitmaakt van de inrichtende macht;
5. van de ouders, van wie ten minste één personeelslid van een onderneming die gevestigd is in een economische activiteitszone waar de opvangvoorziening zich bevindt en die deel uitmaakt van de inrichtende macht;
6. van de ouders, van wie ten minste één een vaste pendelaar is, wanneer de opvangvoorziening is gecreëerd in of in de onmiddellijke nabijheid van een mobiliteitszone en het voorwerp uitmaakt van een samenwerkingsovereenkomst met ten minste één openbaarvervoermaatschappij;

7. van ouders die zich ertoe verbinden actief deel te nemen aan de opvang van kinderen in een kinderdagverblijf indien het opvangproject uitdrukkelijk in een dergelijke deelname voorziet.

Er kunnen geen andere voorrangscriteria worden vastgesteld door de inrichtende macht van de opvangvoorziening.

De inrichtende macht vermeldt in de opvangovereenkomst eventuele voorrangscriteria, de wijze waarop deze moeten worden toegepast en of de minimale aanwezigheidsplicht moet worden toegepast.

**Art. 53.** De weigering van een bevestigde aanvraag voor opvang kan alleen worden gerechtvaardigd op de volgende gronden:

1. het eventuele gebrek aan beschikbare accommodatie na toepassing van de voorrangscriteria voor toelating;
2. de weigering van de ouders om het opvangproject of de opvangovereenkomst te ondertekenen, met dien verstande dat indien het opvangproject voorziet in de organisatie van de opvang per leeftijdsgroepen, deze laatsten niet op zodanige wijze kunnen worden samengesteld dat zij de toegankelijkheid van de opvangvoorziening zo beperken dat zij het algemene beginsel van aanvaarding van de aanvragen in de chronologische volgorde waarin zij worden ingediend, ernstig ondermijnen;
3. de gevraagde aanwezigheid is minder dan gemiddeld 12 maandelijks aanwezigheidsdagen of halve dagen, behalve tijdens gerechtvaardigde of verwachte afwezigheden van het kind.

**Art. 54.** De inrichtende macht stelt de ouders zo spoedig mogelijk schriftelijk in kennis van haar beslissing om de aanvraag tot inschrijving overeenkomstig artikel 50, tweede lid, van deze beslissing te aanvaarden of te weigeren.

Indien de aanvraag wordt aanvaard, deelt de opvangvoorziening de ouders mee binnen welke termijn de opvangovereenkomst moet worden gesloten en het opvangproject moet worden goedgekeurd.

#### AFDELING 5. — PERSONEEL EN PERSONEN DIE REGELMATIG IN CONTACT KOMEN MET DE OPGEVANGEN KINDEREN

##### ONDERAFDELING 1. — ALGEMEEN

**Art. 55.** De inrichtende macht houdt een overzichtstabel bij van het personeel en de personen die regelmatig in contact komen met kinderen in zorginstellingen volgens het model van ONE.

De inrichtende macht zal de ONE elk jaar in de maand januari haar bijgewerkte samenvattende tabel of op enig ander moment op verzoek van de ONE aan de ONE toesturen.

**Art. 56.** De inrichtende macht, met inbegrip van de zelfstandige onthaalouders, houdt een permanent dossier bij voor elk personeelslid en voor elke persoon die regelmatig contact heeft met de kinderen die in de zin van artikel 13 worden opgevangen.

Dit dossier bevat ten minste:

- Het in het eerste artikel 16 bedoelde uittreksel uit het strafregister, dat om de vijf jaar wordt verlengd.
- Het in het oorspronkelijke artikel 17 bedoelde medisch attest, dat jaarlijks wordt verlengd.
- Bewijs van immuniteit voor rodehond als bedoeld in artikel 18.
- Een kopie van het diploma waaruit blijkt dat de in de artikelen 23 en 25 bedoelde regels inzake basisopleiding in acht zijn genomen.
- Bewijs dat het vaccinatieprogramma van de Franse Gemeenschap voor kinderen van het in artikel 19 bedoelde gezin wordt nageleefd.

##### ONDERAFDELING 2. — MINIMUMNORMEN VOOR HET PERSONEEL IN DE OPVANGVOORZIJNINGEN

**Art. 57.** Voor een dienst voor kinderopvang gelden de volgende minimumnormen:

1. Een voltijds directeur vanaf 72 plaatsen, deeltijds als er minder plaatsen zijn.
2. Het psycho-medisch-sociaal ondersteuningspersoneel a rato van 0,5 VTE voor 36 plaatsen, verhoogd met 0,5 VTE voor elke volgende schijf van 36 plaatsen.
3. Een onthaalouder in loondienst die 4 kinderen berekend in voltijdsequivalenten kan opvangen en een maximum van 5 kinderen die tegelijkertijd aanwezig zijn.

**Art. 58.** In kinderdagverblijven gelden de volgende minimumnormen:

1. Een voltijds directeur vanaf 70 plaatsen, deeltijds als er minder plaatsen zijn.
2. Eén onthaalouder per 7 kinderen tegelijkertijd aanwezig.

**Art. 59.** De tijd die aan het bestuur en de psycho-medisch-sociale begeleiding wordt besteed, kan niet structureel aan kinderopvang worden besteed.

##### ONDERAFDELING 3. — OPLEIDING

**Art. 60.** De inrichtende macht ziet erop toe dat het leidinggevend personeel, het psycho-medisch-sociaal personeel en het opvangpersoneel hun basisopleiding aantonen zoals bedoeld in artikelen 23 en 25 vooraleer ze in dienst treden.

**Art. 61.** In overleg met het personeel van de opvangvoorziening stelt de inrichtende macht een plan voor voortgezette opleiding op met betrekking tot het opvangproject en voor de duur van het project.

Het voortgezette opleidingsplan wordt met name ten uitvoer gelegd door de deelname van het personeel aan modules die deel uitmaken van een vijfjaarlijks door de Regering op voorstel van de ONE goedgekeurd voortgezette opleidingsprogramma.

Zelfstandige (mede)onthaalouders en het personeel van andere opvangvoorzieningen nemen in het kader van het in het vorige lid bedoelde opleidingsplan deel aan een voortgezette opleiding gedurende gemiddeld ten minste twee dagen per jaar gedurende de looptijd van het plan.

*AFDELING 6. — INFRASTRUCTUUR EN UITRUSTING*

**Art. 62.** De inrichtende macht beschikt over de documenten waaruit blijkt dat zij het recht op vestiging heeft op de plaats of -plaatsen van opvang waar zij de opvang voor een aanvankelijke periode van ten minste drie jaar organiseert en dat zij dit recht overeenkomstig artikel 26 kan verlengen.

**Art. 63.** De inrichtende macht voert regelmatig een zelfbeoordeling uit van de conformiteit van haar infrastructuur en uitrusting, ten minste in het eerste jaar van haar werking en om de vijf jaar.

**Art. 64.** De opening van een nieuwe opvangvoorziening of zelfs een tijdelijke verhuizing van een opvangvoorziening moet vooraf worden goedgekeurd door de ONE, overeenkomstig de modaliteiten van artikel 38.

De ONE neemt haar beslissing binnen 60 dagen na de indiening van de volledige aanvraag. Er is voorzien in een administratief beroep overeenkomstig de in artikel 39 bedoelde modaliteiten.

Voor deze aanvragen bepaalt de ONE welke van de in Hoofdstuk II genoemde documenten moeten worden verstrekt.

*AFDELING 7. — BEHEER EN DEKKING VAN RISICO'S*

**Art. 65.** De inrichtende macht herziet regelmatig de in artikel 29 bedoelde procedure voor risicoanalyse en crisisbeheer en omvat met name de resultaten van de in artikel 63 bedoelde zelfbeoordeling van de infrastructuur en de uitrusting.

Het zorgt ervoor dat de crisisbeheersingsprocedure, de risicoanalyse en de daaruit voortvloeiende preventieve maatregelen aan het personeel bekend worden gemaakt, zodat ze goed kunnen worden uitgevoerd.

**Art. 66.** De inrichtende macht zorgt voor de vijfjaarlijkse hernieuwing van het verslag van de brandweer als bedoeld in artikel 30 voor elke ontvangstruimte en stuurt het zo spoedig mogelijk door naar ONE.

**Art. 67.** De inrichtende macht zorgt voor de permanente instandhouding van de in artikel 31 bedoelde verzekeringspolissen.

*AFDELING 8. — GEZONDHEID*

**Art. 68.** De inrichtende macht waakt erover dat de opvangvoorziening zorgt voor preventief medisch toezicht en de gezondheid van de hele groep.

De zelfstandige (mede)onthaalouders, diensten voor kinderopvang en kinderdagverblijven met 14 plaatsen leggen daartoe een functionele link met de bevoegde diensten van de ONE.

**Art. 69.** De inrichtende macht zorgt ervoor dat de opgevangen kinderen worden gevaccineerd in overeenstemming met de door de Franse Gemeenschap opgestelde regeling.

De ONE kan op medische gronden gehele of gedeeltelijke vrijstelling verlenen van de in vorig lid genoemde verplichting.

De vaccinaties worden uitgevoerd door de arts van de opvangvoorziening, door de arts van de consultatie of door een arts naar keuze van de ouders. In de laatste twee gevallen leveren de ouders het bewijs van de vaccinaties.

**Art. 70.** In het kader van preventief medisch toezicht is het logboek van het kind het referentiedocument dat gebruikt wordt als link tussen de verschillende medewerkers en de ouders. Daartoe controleert de inrichtende macht bij de ouders of zij het bij de spullen voegen die het kind bij zich heeft in de opvangvoorziening.

**Art. 71.** Wanneer een kind aan een opvangvoorziening wordt toevertrouwd, verstrekken de ouders een medisch attest van binnenkomst met vermelding van:

- 1° het feit dat zijn gezondheidstoestand hem in staat stelt een groep kinderen te bezoeken;
- 2° de mogelijke gevolgen van zijn gezondheidstoestand voor de groep;
- 3° de reeds uitgevoerde vaccinaties.

**Art. 72.** De inrichtende macht zorgt ervoor dat de opvangvoorziening alleen een ziek kind ontvangt volgens de door de ONE vastgestelde procedures en op voorwaarde dat een medisch attest bevestigt dat de toestand van het kind op het moment van het onderzoek niet belet dat het kind naar de opvangvoorziening gaat.

Wanneer het kind bepaalde door de ONE vastgestelde ziekten heeft, is de opschorting van de opvang voor een door ONE vastgestelde periode automatisch verplicht.

Met uitzondering van paracetamol mag er in een opvangvoorziening geen medicatie zonder medisch attest aan het kind worden toegediend.

**Art. 73.** De opvang van kinderen met een handicap wordt verleend volgens de voorwaarden die door de ONE worden gesteld met het oog op opname in de opvangvoorziening in overeenstemming met de kwaliteitscode voor zorg.

*AFDELING 9. — RELATIE MET ONE*

**Art. 74.** De inrichtende macht werkt samen met de personeelsleden van de ONE in een partnerschapsbenadering die gericht is op het bieden van kwaliteitsvolle opvang voor kinderen en ouders.

**Art. 75.** § 1. De inrichtende macht of de leden voor wie zij verantwoordelijk is, mogen zich niet gedragen op een wijze die de begeleiding, de evaluatie en de opvolging van de ONE, zoals bepaald in de artikelen 9 en 10 van het decreet, belemmert.

De verslagen van de personeelsleden van de ONE worden, behalve in uitzonderlijke omstandigheden, doorgestuurd naar de inrichtende macht en de directeur van de opvangvoorziening.

§ 2. De ONE voert een algemene evaluatie uit van de werking van de opvangvoorziening, minstens op het einde van het eerste jaar en vervolgens om de 5 jaar, met een tussentijdse evaluatie tussen het 2de en 3de jaar.

De algemene beoordelingen hebben betrekking op de uitvoering van alle vergunningsvoorwaarden en in het bijzonder de uitvoering van het opvangproject en de toegankelijkheid ervan.

De algemene balansen hebben tot doel een continu proces van kwaliteitsontwikkeling van de opvang te ondersteunen en zijn gebaseerd op het werk van de teams in de opvangvoorzieningen, zelfevaluatie-instrumenten, ondersteuning en externe evaluatie door de ONE.

De inrichtende macht zorgt ervoor dat de algemene rapportages worden gecommuniceerd naar de medewerkers van de opvangvoorziening om de dynamiek van kwaliteitsverbetering te bevorderen.

#### HOOFDSTUK IV. — EINDE VAN DE VERGUNNING

##### AFDELING 1. — VRIJWILLIGE STOPZETTING

**Art. 76.** Wanneer de inrichtende macht de opvang in een plaats van opvang onder een bevoegde opvangvoorziening tijdelijk of definitief wenst stop te zetten, dient zij dit vooraf aan de ONE te melden.

De tijdelijke stopzetting mag, zonder toestemming van de ONE, niet langer duren dan een jaar.

Behoudens overmacht wordt in de in het eerste lid bedoelde informatie de datum vermeld waarop de beëindiging van de activiteit van kracht wordt en, in voorkomend geval, de verwachte duur ervan. Het wordt drie maanden voor de voorgenomen beëindiging van de overeenkomst verstrekt en bevat de contactgegevens van de contactpersoon of -personen om de opvolging van de verplichtingen na de beëindiging te waarborgen, met name wat betreft:

- de eventuele terugbetaling van de in artikel 44, tweede lid, bedoelde forfaitaire voorschotten.
- de afgifte van de in artikel 49 bedoelde fiscale attesten.

Ten aanzien van de ouders blijft de inrichtende macht gebonden aan de opzeggingstermijnen voorzien in de met de ouders gesloten opvangovereenkomsten.

**Art. 77.** De tijdelijke stopzetting van de activiteiten leidt automatisch tot schorsing van de vergunning en een verbod op opvang voor de overeenkomstige periode.

De ONE informeert de inrichtende macht en de burgemeester van de betrokken gemeente.

Wanneer de opvang gedurende een ononderbroken periode van meer dan een jaar wordt geschorst, wordt de vergunning automatisch ingetrokken.

**Art. 78.** De definitieve stopzetting van de activiteit leidt automatisch tot de intrekking van de vergunning en het verbod op opvang.

De ONE zal de eerste inrichtende macht en de burgemeester van de betrokken gemeente inlichten.

##### AFDELING 2. — OPSCHORTING EN INTREKKING VAN DE VERGUNNING DOOR DE ONE

**Art. 79.** Indien de inrichtende macht niet of niet meer voldoet aan een of meer van de voorwaarden voor het verlenen of behouden van de vergunning, eisen de ambtenaren van de ONE dat de opvangvoorziening zich in regel stelt op basis van een verslag waarin wordt vermeld welke elementen moeten worden hersteld en binnen welke termijn dit moet gebeuren.

**Art. 80.** In geval van ernstige niet-naleving van de voorwaarden voor het verlenen of handhaven van de vergunning of in geval van gebrek aan medewerking van de inrichtende macht om de niet-naleving te verhelpen, sturen de bevoegde ambtenaren van de ONE een aanmaning om binnen een bepaalde termijn aan deze voorwaarden te voldoen.

In de in het vorige lid bedoelde omstandigheden verstrekt de inrichtende macht op eerste verzoek een lijst en contactgegevens van de ouders van de opgenomen en op te nemen kinderen aan de ambtenaren van de ONE.

Het besluitvormingsorgaan van de ONE voor het verlenen en handhaven van de vergunning wordt onverwijld in kennis gesteld van alle in de artikelen 79 en 80 bedoelde situaties.

Dit besluitvormingsorgaan kan de zaak behandelen en alle passende maatregelen nemen in termen van termijnen voor de naleving, ingebrekestelling of, in uitzonderlijke omstandigheden, elke andere beschikking als bedoeld in de artikelen 82 en 85.

**Art. 81.** De ambtenaren van de ONE leggen de volgende situaties, indien van toepassing, na overleg met de ouders voor aan het besluitvormingsorgaan voor een beslissing over het al dan niet handhaven van de vergunning:

1° wanneer de inrichtende macht haar opvangvoorziening niet in overeenstemming heeft gebracht binnen de termijn die is vastgesteld na de in artikel 80 bedoelde ingebrekestelling;

2° wanneer de inrichtende macht zich in een situatie van herhaalde inbreuken bevindt waarvan eerder kennisgeving is gedaan;

3° in situaties waarin de fysieke of mentale veiligheid van de kinderen in gevaar wordt gebracht door de infrastructuur van de plaats van opvang, het al of niet handelen van de inrichtende macht of van haar personeel.

**Art. 82.** § 1. In de in artikel 81 bedoelde situaties kan het besluitvormingsorgaan een beslissing nemen:

- dat de gebreken niet zijn vastgesteld;
- om een nalevingsperiode toe te staan;
- een tijdelijke of definitieve intrekking van de vergunning met onmiddellijke ingang;
- schorsing met onmiddellijke ingang indien zij van oordeel is dat aan de voorwaarden van artikel 84 is voldaan.

Voorafgaand aan zijn besluit nodigt het besluitvormingsorgaan van de ONE de inrichtende macht of haar vertegenwoordiger uit om te worden gehoord binnen een termijn die hem in staat stelt zijn hoorzitting voor te bereiden.

Het besluitvormingsorgaan of de personen die het uit zijn midden aanwijst, leiden de hoorzitting.

De notulen van deze hoorzitting worden door de aanwezige personen opgesteld en ondertekend.

§ 2. Wanneer de vergunning tijdelijk wordt ingetrokken, worden in de beslissing de duur en de elementen vermeld die in de tussentijd door de inrichtende macht moeten worden verholpen.

Aan het einde van de periode onderzoekt de ONE de zaak en, op basis van het bewijsmateriaal waarover zij beschikt, beëindigt zij de tijdelijke intrekking of beslissing zij tot definitieve intrekking.

§ 3. De beslissing tot tijdelijke of definitieve intrekking moet formeel worden gemotiveerd en binnen 3 werkdagen per aangetekende brief aan de inrichtende macht worden meegedeeld.

De burgemeester van de betrokken gemeente wordt binnen dezelfde termijn op de hoogte gesteld.



**Art. 83.** § 1. Een niet-opschortend beroep kan worden ingesteld bij de Raad van Bestuur van de ONE tegen de beslissing om de vergunning tijdelijk of definitief in te trekken.

Het beroep moet worden gemotiveerd en binnen 30 dagen na de kennisgeving van de schorsing per aangetekende brief worden ingediend. Zij geeft aan of de aanvrager wenst te worden gehoord.

§ 2. Indien de aanvrager om een hoorzitting verzoekt, wordt ook de vertegenwoordiging van het orgaan waarvan de beslissing is genomen, gehoord.

De Raad van Bestuur, of de personen die hij uit haar midden aanwijst, horen de aanvrager.

De notulen van deze hoorzitting worden door de aanwezige personen opgesteld en ondertekend.

§ 3. Na afloop van het onderzoek van het beroep neemt de Raad van Bestuur, indien nodig na toekenning van een bijkomende termijn, één van de volgende beslissingen:

1. het bevestigen van de beslissing in eerste instantie om de vergunning tijdelijk of definitief in te trekken;
2. de in eerste aanleg genomen beslissing weer te leggen en, indien nodig, een extra termijn toe te staan voor de naleving ervan;
3. een beslissing tot definitieve intrekking vervangen door een beslissing tot tijdelijke intrekking;
4. een beslissing tot tijdelijke intrekking te vervangen door een beslissing tot definitieve intrekking.

De Raad van Bestuur motiveert zijn beslissing formeel en stelt de aanvrager binnen drie werkdagen per aangetekende brief in kennis van zijn beslissing.

De beslissing wordt ook aan de bevoegde burgemeester meegedeeld.

**Art. 84.** § 1. In het geval van een bepaalde noodsituatie die het gevolg is van het gedrag van de inrichtende macht of haar personeel of personen die in contact komen met kinderen in de plaats van opvang en die ernstige en redelijkerwijs gefundeerde risico's voor de veiligheid en/of gezondheid van kinderen met zich meebrengt, of in het geval van de informatie of het gerechtelijk onderzoek van een zaak waarbij sprake is van misbruik of verwaarlozing van de inrichtende macht, haar personeel of enige andere persoon die in contact staat met kinderen, kan de ONE de vergunning met onmiddellijke ingang opschorten.

Deze schorsing loopt tot de opgevangen kinderen veilig zijn of tot het einde van de strafprocedure.

De ONE informeert de ouders en de burgemeester van de gemeente waar de plaats van opvang zich bevindt.

§ 2. Tijdens de opschorting van de vergunning bedoeld in het eerste lid, betaalt de ONE, op haar verzoek, aan de inrichtende macht een compensatiebedrag dat berekend wordt op basis van een vast bedrag per opgevangen kind op het ogenblik van de opschorting in overeenstemming met de aanwezigheid voorzien in de opvangovereenkomst en het dagelijkse bedrag van de financiële bijdrage die op basis van de opvangovereenkomst van de ouder wordt gevraagd.

De inrichtende macht is gehouden het volledige bedrag van de ontvangen schadevergoeding terug te betalen indien de feiten die tot de opschorting van de vergunning hebben geleid, worden vastgesteld.

**Art. 85.** Een niet-opschortend beroep kan worden ingesteld bij de Raad van Bestuur van de ONE tegen de beslissing om de in artikel 84 bedoelde machtiging te schorsen.

Het beroep moet worden gemotiveerd en binnen 5 dagen na de kennisgeving van de schorsing per aangetekende brief worden ingediend.

Binnen 30 dagen na de indiening van het beroep hoort de Raad van Bestuur, of de personen die uit zijn midden zijn aangewezen, de inrichtende macht en/of zijn vertegenwoordiger en een vertegenwoordiger van het besluitsorgaan dat de beslissing tot schorsing is genomen.

Na de hoorzitting bevestigt of herroept de Raad van Bestuur het schorsingsbesluit bij een met redenen omkleed beslissing dat zo spoedig mogelijk aan de inrichtende macht wordt meegedeeld.

De burgemeester van de betrokken gemeente wordt in kennis gesteld van de beslissing van de Raad van Bestuur.

**Art. 86.** § 1. ONE kan een administratieve boete opleggen, zoals bepaald in artikel 10 van het decreet, overeenkomstig de door de Regering vastgesteld barema;

- indien de inrichtende macht of haar personeel niet aan de vergunningsvoorwaarden heeft voldaan, zonder dat dit aanleiding heeft gegeven tot een beslissing tot schorsing of intrekking van de vergunning;

- wanneer de inrichtende macht of haar personeel het toezicht van de ONE belemmert overeenkomstig de modaliteiten van artikel 15 van het decreet;

- wanneer de inrichtende macht het forfaitaire voorschot niet aan de ouders terugstuurt, ook niet wanneer de opvangvoorziening zijn activiteiten heeft gestaakt of opgeschort;

- wanneer de inrichtende macht het fiscaal attest niet binnen de voorgeschreven termijn aan de ouders afgeeft, ook indien de opvangvoorziening zijn activiteiten heeft gestaakt of opgeschort.

§ 2. De administratieve boete kan worden opgelegd binnen 6 maanden na het verslag van de bevindingen van de ambtenaren van de ONE en op voorwaarde dat de inrichtende macht is gehoord over de vermeende inbreuk en het bedrag van de boete.

Indien een administratieve boete wordt opgelegd, worden in de beschikking de reden voor de boete, het bedrag, de wijze van betaling en de termijnen vermeld.

§ 3. Een opschortend administratief beroep kan worden ingesteld bij de Raad van Bestuur. Dit beroep moet per aangetekende brief en binnen een termijn van maximaal 30 dagen na de kennisgeving van de beslissing worden ingesteld en moet de argumenten bevatten die het indienen van het beroep rechtvaardigen.

De Raad van Bestuur beslist over het ingediende beroep. De Raad van Bestuur kan het bedrag van de boete beperken, de betalingsvoorwaarden wijzigen, de beslissing over de boete bevestigen of herroepen.

De beslissing van de Raad van Bestuur wordt gemotiveerd en bij aangetekende brief ter kennis gebracht van de inrichtende macht.

§ 4. Het bedrag van de administratieve boetes wordt door de ONE bepaald op basis van het budget dat nodig is voor de betaling van de in artikel 84, § 2, bedoelde compenserende bedragen.

**TITEL III. — SUBSIDIES****HOOFDSTUK I. — Toekenning van het recht op subsidie****AFDELING 1. — RECHT OP SUBSIDIE VOOR EEN KINDERDAGVERBLIJF**

**Art. 87.** Het recht op een basissubsidie voor een kinderdagverblijf wordt toegekend aan de inrichtende macht van het kinderdagverblijf onder de volgende voorwaarden:

1° de inrichtende macht moet door de ONE voor het betrokken kinderdagverblijf zijn goedgekeurd en voldoen aan de voorwaarden voor het behoud van de in Hoofdstuk III van Titel II van dit besluit bedoelde vergunning;

2° de inrichtende macht moet de subsidie aanvragen door te reageren op een oproep tot het indienen van projecten en moet in het kader van de programmering worden geselecteerd op basis van de in het beheerscontract vastgestelde criteria en binnen de grenzen van de desbetreffende begrotingskredieten;

3° het kinderdagverblijf moet voorzien in ten minste 10 uur kinderopvang per dag, te plannen tussen 6 en 19 uur, van maandag tot en met vrijdag en ten minste 220 dagen per jaar.

**Art. 88.** Het recht op de subsidie voor de toegankelijkheid van het kinderdagverblijf wordt toegekend aan de inrichtende macht van het kinderdagverblijf onder de volgende voorwaarden:

1° de naleving van de voorwaarden van de artikelen 87, 1° en 2°;

2° het kinderdagverblijf moet ten minste 11 uur en 30 minuten per dag beschikbaar zijn, te plannen tussen 6.00 en 19.00 uur, van maandag tot en met vrijdag en ten minste 220 dagen per jaar;

3° financiële bijdrage van de ouders toe te passen in overeenstemming met de regels van Titel IV;

4° tenzij anders toegestaan door de ONE, openstaan voor de zorg voor kinderen met een handicap op basis van de opnamecapaciteit van de opvangvoorziening.

5° overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten voorrang te geven aan de registratie van 20 tot 50% van haar toegestane capaciteit om aan specifieke behoeften te voldoen:

a. Opvang, rekening houdend met broers en zussen.

b. Opvang van kinderen in het kader van een adoptieproces.

c. Opvang van kinderen met een handicap.

d. Noodopvang als onderdeel van een preventieve of kinderbeschermingsmaatregel.

e. Opvang voor kinderen waarvan de ouders sociaal-economisch kwetsbaar zijn, met name door omstandigheden die verband houden met inzetbaarheid van de ouders.

f. Opvang van kinderen van wie de ouders een opvang nodig hebben die een betere toegang per uur biedt in de zin van artikel 89, § 1, 4°.

g. Andere specifieke behoeften die verband houden met de sociaal-economische situatie van het kind met de voorafgaande toestemming van de ONE;

6° om bij wijze van uitzondering meer dan de toegestane capaciteit op te vangen en op verzoek van de ONE maximaal één extra kind voor een capaciteit van maximaal 35 plaatsen en maximaal twee kinderen daarboven.

**Art. 89. § 1.** Het recht op subsidie voor een betere sociale toegankelijkheid of per uur van het kinderdagverblijf wordt toegekend aan de inrichtende macht van het kinderdagverblijf onder de volgende voorwaarden:

1° de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 88, 1° tot 4°;

2° de indiening van een project, overeenkomstig de door de ONE vastgestelde procedures;

3° voor een betere sociale toegankelijkheid: overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten, voorrang geven aan de registratie voor 60 tot 80% van de toegestane capaciteit om te voldoen aan specifieke behoeften in de zin van artikel 88, 5°;

4° voor een betere toegankelijkheid per uur: overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten, een minimumbeschikbaarheid van 15 uur per week aanbieden die verder gaat dan het in artikel 88, 2°, vereiste minimum in de volgende periodes:

- In de ochtend voor 7 uur.

- In de namiddag na 18 uur.

- In het weekend.

§ 2. Het recht op subsidies voor een betere toegankelijkheid om sociale en tijdsredenen kunnen worden gecumuleerd.

Het recht op de verhoogde toegankelijkheidssubsidie wordt toegekend voor een periode van vijf jaar, hernieuwbaar na evaluatie volgens de procedures die door de ONE zijn vastgesteld.

**Art. 90. § 1.** Voor de subsidies bedoeld in de artikelen 87 en 88 verleent de ONE recht op een subsidie aan de inrichtende macht die vanaf de opening van het kinderdagverblijf of extra plaatsen in geval van capaciteitsuitbreiding aan de voorwaarden voldoet.

In afwijking van het eerste lid kan bij de opening van een nieuw kinderdagverblijf het recht op subsidie 15 dagen voor de datum van opening van het kinderdagverblijf worden geopend, op voorwaarde dat de inrichtende macht op die datum al een vergunning heeft en het minimaal vereiste aantal personeelsleden is aangeworven.

§ 2 Voor de subsidies bedoeld in artikel 89 kent de ONE het recht op de subsidie toe aan de inrichtende macht zodra een betere sociale toegankelijkheid of per uur wordt ingevoerd en ten vroegste vanaf de eerste werkdag van het kwartaal volgend op die waarin het project voor de programmering is weerhouden.

*AFDELING 2. — RECHT OP SUBSIDIE VOOR EEN DIENST VOOR KINDEROPVANG*

**Art. 91.** Het recht op de basissubsidie van een dienst voor kinderopvang wordt aan de inrichtende macht ervan verleend onder de volgende voorwaarden:

1° de inrichtende macht moet door de ONE voor de betreffende dienst voor kinderopvang zijn goedgekeurd en voldoen aan de voorwaarden voor het behoud van de vergunning als bedoeld in Hoofdstuk III van Titel II van dit besluit;

2° de inrichtende macht moet de subsidie aanvragen door te reageren op een oproep tot het indienen van projecten en moet in het kader van de programmering worden geselecteerd op basis van de in het beheerscontract vastgestelde criteria en binnen de grenzen van de desbetreffende begrotingskredieten;

3° Onverminderd de toepassing van het arbeidsrecht moeten de diensten voor kinderopvang gedurende ten minste 10 uur per dag, vast te stellen tussen 6 en 1900 uur, van maandag tot en met vrijdag en ten minste 220 dagen per jaar, kinderopvang aanbieden;

4° de van de dienst afhankelijke opvangfaciliteiten voorzien van basistoestellen voor kinderopvang volgens een door de ONE opgestelde lijst en ervoor zorgen dat deze in goede staat worden gehouden en, indien nodig, worden vervangen.

**Art. 92.** Het recht op een toegankelijkheidssubsidie voor een dienst voor kinderopvang wordt verleend aan de inrichtende macht ervan onder de volgende voorwaarden:

1° de naleving van de in artikel 91 bedoelde voorwaarden;

2° financiële participatie van de ouders toe te passen overeenkomstig de regels die zijn vastgesteld in Hoofdstuk II van Titel IV;

3° tenzij anders toegestaan door de ONE, openstaan voor de zorg voor kinderen met een handicap op basis van de capaciteit van de opvangvoorziening om voor het kind te zorgen.

4° overeenkomstig de door ONE vastgestelde modaliteiten voorrang te geven aan de inschrijving voor 20 tot 50% van de capaciteit van de dienst om te voldoen aan specifieke behoeften in de zin van artikel 88, 5°.

**Art. 93.** Het recht op de verhoogde sociale toegankelijkheidssubsidie van een dienst voor kinderopvang wordt aan de inrichtende macht ervan toegekend onder de volgende voorwaarden:

1° de naleving van de in artikel 91, 1° tot en met 4°, bedoelde voorwaarden;

2° overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten voorrang te geven aan de inschrijving voor 60 tot 80% van de capaciteit van een deel van de plaatsen van opvang van de dienst, met een minimum van 36 plaatsen om te voorzien in de specifieke behoeften in de zin van artikel 88, 5°.

**Art. 94.** Voor een nieuwe dienst voor kinderopvang verleent de ONE aan de inrichtende macht het recht op een subsidie voor leidinggevend personeel en psycho-medisch-sociaal personeel, op basis van de ontvangstbevestiging van het eerste dossier van een personeelslid van de kinderopvang.

Voor een bestaand opvangvoorziening gaat het recht op subsidie van de inrichtende macht voor een nieuwe plaats van opvang in op de eerste dag van de derde maand na de datum van de bevestiging van de ontvangst van het aanvraagdossier van het personeelslid of -leden van de kinderopvang de betrokken plaats van opvang is toegewezen.

*AFDELING 3. — RECHT OP SUBSIDIE VOOR EEN ZELFSTANDIGE ONTHAALOUDEUR*

**Art. 95.** Het recht op subsidie wordt onder de volgende voorwaarden toegekend aan een zelfstandige onthaalouder:

1. Door de ONE vergund zijn en voldoen aan de voorwaarden voor het behoud van de in Hoofdstuk III van Titel II van dit besluit bedoelde vergunning.

2. De subsidieaanvraag wordt ingediend op basis van een oproep tot het indienen van projecten en wordt voor de programmering geselecteerd op basis van de in het beheerscontract vastgestelde criteria en binnen de grenzen van de desbetreffende begrotingskredieten.

3. Een opvang aanbieden van minstens 10 uur per dag, 5 dagen per week en minimaal 220 dagen per jaar.

**Art. 96.** Het recht op de subsidie wordt door de ONE toegekend vanaf de opening van de opvangvoorziening en ten vroegste vanaf de eerste werkdag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin het project voor programmering is weerhouden.

*HOOFDSTUK II. — AARD VAN DE SUBSIDIES**AFDELING 1. — SUBSIDIES VOOR EEN KINDERDAGVERBLIJF*

**Art. 97.** § 1. De personeelssubsidie voor een kinderdagverblijf waarvan de inrichtende macht recht heeft op de basissubsidie heeft betrekking op de financiering van het leidinggevend personeel tot de minimumnormen voorzien in artikel 58, 1°.

§ 2. In het kader van de basissubsidie ontvangen kinderdagverblijven met een minimumcapaciteit van 21 plaatsen ook een subsidie voor preventief medisch toezicht op kinderen en gezondheidsmonitoring in de gemeenschap.

De inrichtende macht van de kinderdagverblijf sluit een overeenkomst met de arts die belast is met de in het vorige lid bedoelde diensten volgens het door de ONE vastgestelde model.

**Art. 98.** De subsidie voor een kinderdagverblijf waarvan de inrichtende macht recht heeft op de toegankelijkheidssubsidie omvat, naast de basissubsidie als bedoeld in artikel 97, ook de financiering van het psycho-medisch-sociaal personeel en kinderopvangpersoneel.

De personeelssubsidie wordt naar gelang van de toegestane capaciteit als volgt verdeeld:

1° Kinderdagverblijf van 14 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.

- 3 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

2° Kinderdagverblijf van 21 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 0,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 4,5 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

3° Kinderdagverblijf van 28 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 0,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 6 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

3° Kinderdagverblijf van 35 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 0,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 7,5 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

4° Kinderdagverblijf van 42 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 1 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 9 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

5° Kinderdagverblijf van 49 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 1 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 10,5 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

6° Kinderdagverblijf van 56 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 1,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 12 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

7° Kinderdagverblijf van 63 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 1,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 13,5 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

8° Kinderdagverblijf van 70 plaatsen:

- 1 VTE voor de directie.
- 2 VTE's voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 15 VTE's voor het personeel voor kinderopvang.

De toegankelijkheidssubsidie voor kinderdagverblijven met een capaciteit van meer dan 70 plaatsen wordt verhoogd:

- Met 0,5 VTE psycho-medisch-sociaal omkaderingspersoneel per volledige schijf van 14 plaatsen.
- Met 1,5 VTE voor het personeel voor kinderopvang per volledige schijf van 7 plaatsen.

**Art. 99.** De subsidie voor een kinderdagverblijf waarvan de inrichtende macht recht heeft op de verhoogde subsidie voor sociale toegankelijkheid omvat, naast de basissubsidie als bedoeld in artikel 97 en de toegankelijkheids-subsidie als bedoeld in artikel 98, aanvullende financiering voor psycho-medisch-sociaal personeel, dat als volgt wordt verdeeld naar gelang van de toegestane capaciteit:

- 0,5 VTE voor 35 plaatsen.
- 0,75 VTE tot 70 plaatsen.
- 1 VTE vanaf 77 plaatsen.

**Art. 100.** De subsidie voor een kinderdagverblijf waarvan de inrichtende macht recht heeft op de verhoogde uurtoegankelijkheidssubsidie omvat, naast de basissubsidie bedoeld in artikel 98 en de toegankelijkheidssubsidie bedoeld in artikel 97, een aanvullende financiering voor kinderverzorgingspersoneel berekend op basis van een aantal uren en kinderen die naar verwachting buiten de overeenkomstig artikel 88, 2° vastgestelde uren zullen worden verzorgd:

- 0,5 VTE voor 7 kinderen en 15 uur per week opvangbeschikbaarheid bovenop het vast uurrooster in overeenstemming met artikel 88, 2°.
- 1 VTE, ofwel voor 30 uur per week, ofwel voor 14 kinderen en 15 uur per week.

*AFDELING 2. — SUBSIDIE VOOR EEN DIENST VOOR KINDEROPVANG*

**Art. 101.** De subsidie voor een dienst voor kinderopvang waarvan de inrichtende macht recht heeft op de basissubsidie heeft betrekking op de financiering van het leidinggevend personeel tot de minimumnormen voorzien in artikel 57, 1°.

**Art. 102.** § 1. De subsidie voor een dienst voor kinderopvang waarvan de inrichtende macht recht heeft op de toegankelijkheidssubsidie omvat, naast de basissubsidie als bedoeld in artikel 101, ook de financiering van psycho-medisch-sociaal personeel en personeel voor de kinderopvang.

De personeelssubsidie wordt naar gelang van de toegestane capaciteit als volgt verdeeld::

1° Dienst voor kinderopvang van 36 plaatsen:

- 0,5 VTE voor de directie.
- 0,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 9 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

2° Dienst voor kinderopvang van 72 plaatsen:

- 1 VTE voor de directie.
- 1 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 18 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

3° Dienst voor kinderopvang van 108 plaatsen:

- 1 VTE voor de directie.
- 1,5 VTE voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 27 VTE's voor het personeel voor kinderopvang;

4° Dienst voor kinderopvang van 144 plaatsen:

- 1 VTE voor de directie.
- 2 VTE's voor het psycho-medisch-sociaal personeel.
- 36 VTE's voor het personeel voor kinderopvang.

De toegankelijkheidssubsidie voor kinderopvang met een capaciteit van meer dan 144 plaatsen wordt verhoogd.:

- Met 0,5 VTE psycho-medisch-sociaal omkaderingspersoneel per volledige schijf van 36 plaatsen.
- Met 1 VTE personeel voor kinderopvang per volledige schijf van 4 plaatsen.

§ 2. De toegankelijkheidssubsidie omvat ook: een vergoeding voor administratieve uitgaven en een reiskostenvergoeding voor psycho-medisch-sociaal personeel.

**Art. 103.** De subsidie voor een Dienst voor kinderopvang waarvan de inrichtende macht recht heeft op de verhoogde subsidie voor sociale toegankelijkheid omvat, naast de basissubsidie als bedoeld in artikel 101 en de toegankelijkheidssubsidie als bedoeld in artikel 102, aanvullende financiering voor psycho-medisch-sociaal personeel, die wordt verdeeld naar gelang van de capaciteit van de betrokken opvangvoorziening:

- 0,5 VTE voor 36 plaatsen.
- 0,75 VTE voor 72 plaatsen.
- 1 VTE vanaf 108 plaatsen.

*AFDELING 3. — SUBSIDIE VOOR EEN ZELFSTANDIGE ONTHAALOUDEUR*

**Art. 104.** Voor zelfstandige onthaalouders die recht hebben op de subsidie, betaalt de ONE een jaarlijkse forfaitaire subsidie van 250 euro per toegestane plaats.

*HOOFDSTUK III. — BEREKENING EN UITBETALING VAN DE SUBSIDIES**AFDELING 1. — BEREKENING VAN DE SUBSIDIES VAN HET KINDERDAGVERBLIJF*

**Art. 105.** § 1. De in de artikelen 97 tot en met 100 bedoelde subsidies worden berekend op basis van een door ONE vastgesteld individueel forfaitair bedrag, waarbij rekening wordt gehouden met:

- de door de Regering vastgestelde referentieschaal;
- anciënniteit zoals erkend door de ONE volgens de regels die zij bepaalt;
- werkgeversbijdragen berekend op basis van het brutoloon;
- 2,5% van de brutovergoeding voor extra-RSZ werkgeversbijdragen;
- een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de daarmee verband houdende kosten van de RSZ;
- een door de ONE vastgestelde forfaitaire coëfficiënt voor vervangingen.

§ 2. Subsidies zijn alleen verschuldigd wanneer de werknemer zijn loon daadwerkelijk door zijn werkgever wordt betaald.

Voor vaste bedragen met betrekking tot vakantiegeld en eindejaarspremie wordt rekening gehouden met alle periodes die vergelijkbaar zijn met vakantiegeld.

Naast de jaarlijkse verlofperiodes moeten periodes van afwezigheid van gesubsidieerd personeel worden gemeld aan de ONE en moet de inrichtende macht ervoor zorgen dat zij worden vervangen.

§ 3. De ONE brengt op de in de artikelen 97 tot en met 100 bedoelde subsidies de door andere subsidieverlenende bevoegdheden toegekende tussenkomsten in de arbeidskosten en de eventuele verlagingen van de socialezekerheidsbijdragen in verband met deze tussenkomsten in mindering.

§ 4 Bij de uitvoering van het Tandemplan of Brugpensioen, zoals omschreven in de artikelen 1, 9 en 11, blijven de gesubsidieerde personeelsleden die begunstigen in de zin van de artikelen 1, 12 worden, ondanks de vermindering van hun prestaties, nog vóór de toepassing van het tijdskrediet of brugpensioen, in verhouding tot hun arbeidstijd gesubsidieerd worden, op basis van het barema dat is vastgesteld voor zijn personeelscategorie en zijn door de ONE erkende anciënniteit, op voorwaarde dat hij in zijn categorie wordt vervangen door een gekwalificeerde werknemer, in verhouding tot de vermindering van zijn arbeidstijd.

Wanneer de begunstigde langer dan een jaar afwezig is wegens ziekte, wordt het bedrag van de aan het gesubsidieerde opvangvoorziening toegekende subsidie berekend op basis van zijn door de ONE erkende barema en anciënniteit, in voorkomend geval tot zijn pensionering.

Wanneer de werknemer die in verhouding tot de vermindering van zijn uitkering de begunstigde vervangt, wegens ziekte afwezig is en niet wordt vervangen na de gegarandeerde wettelijke behandelingstermijn, wordt het bedrag van de voor de begunstigde verschuldigde subsidie in de zin van artikel 1, 12°, verminderd met het bedrag dat overeenkomt met de subsidie die normaliter voor deze vervanging zou zijn betaald.

**Art. 106.** § 1. De in artikel 97, § 2, bedoelde subsidie wordt berekend op basis van een jaarlijks quotum van subsidieerbare uren dat wordt vastgesteld volgens de door de ONE vastgestelde modaliteiten.

Het bedrag voor de gesubsidieerde uren wordt vastgesteld op basis van de specialisatie van de arts en bedraagt € 53,44 per uur voor een huisarts en € 64,13 per uur voor een kinderarts.

De reiskosten van de arts van zijn huis naar de opvangvoorziening worden gesubsidieerd tegen een tarief van € 0,36 per km.

§ 2. De in § 1 bedoelde bedragen worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd.

**Art. 107.** ONE brengt de door het kinderdagverblijf ontvangen financiële bijdrage in mindering op de in de artikelen 97 tot en met 100 bedoelde subsidie en verdeelt een vast bedrag per gesubsidieerde plaats van opvang dat overeenkomt met de totale financiële bijdrage van de kinderdagverblijven in het voorgaande tweede kwartaal, gedeeld door het totale aantal gesubsidieerde plaatsen van collectieve opvang in de Franse Gemeenschap, en dat wordt vermenigvuldigd met de gesubsidieerde capaciteit van het kinderdagverblijf.

**Art. 108.** § 1. Om de volledige subsidie als bedoeld in artikel 98 te verkrijgen, moet het kinderdagverblijf het bewijs leveren van een bezettingsgraad van 80%.

Op gemotiveerd verzoek van de inrichtende macht die recht heeft op een subsidie voor een betere sociale toegankelijkheid als bedoeld in artikel 89, § 1, 2°, kan de ONE een bezettingsgraad van minder dan 80% voorschrijven.

§ 2. De bezettingsgraad is de verhouding tussen enerzijds het aantal dagen, zoals voorzien in de opvangovereenkomsten, en de perioden waarin het kind zich in het kwartaal zonder zijn ouders vertrouwd heeft gemaakt, vermenigvuldigd met 100 en anderzijds het aantal dagen dat het kinderdagverblijf in het kwartaal in bedrijf is, vermenigvuldigd met de toegestane capaciteit van het kinderdagverblijf.

Voor de berekening van de bezettingsgraad wordt rekening gehouden met de dagelijkse openingstijd van het kinderdagverblijf op basis van de minimale dagelijkse tijdsduur en met een referentieperiode die de laatste vijf kwartalen omvat die voorafgaan aan het kwartaal waarin de bezettingsgraad in aanmerking wordt genomen, exclusief het derde kwartaal van het kalenderjaar.

§ 3. In geval van de opening van een kinderdagverblijf of in geval van uitbreiding van de capaciteit van het kinderdagverblijf door een opvangvoorziening, begint de referentieperiode voor de berekening van de bezettingsgraad of de aan de nieuwe capaciteit aangepaste bezettingsgraad in het eerste kwartaal na een exploitatieperiode van één jaar.

§ 4. Wanneer het kinderdagverblijf geen bezettingsgraad van 80% bereikt, worden de subsidies dienovereenkomstig verlaagd.

In afwijking van eerste lid kan de ONE de subsidie handhaven indien de bezettingsgraad wegens uitzonderlijke omstandigheden niet kon worden bereikt.

**Art. 109.** § 1. Om de volledige subsidie als bedoeld in artikel 100 te kunnen verkrijgen, moet het kinderdagverblijf het bewijs leveren dat de extra capaciteit per uur gemiddeld voor ten minste 50% per kwartaal wordt benut.

§ 2. Wanneer het kinderdagverblijf het in het vorige lid vastgestelde percentage niet bereikt, verlaagt de ONE de in artikel 100 bedoelde subsidie dienovereenkomstig.

In afwijking van het eerste lid kan de ONE de subsidie handhaven indien de bezettingsgraad wegens uitzonderlijke omstandigheden niet kon worden bereikt.

#### AFDELING 2. — BEREKENING VAN DE SUBSIDIES VOOR EEN DIENST VOOR KINDEROPVANG

**Art. 110.** § 1. De in de artikelen 101 tot en met 103 bedoelde subsidies worden berekend op basis van een door de ONE vastgesteld individueel forfaitair bedrag, waarbij rekening wordt gehouden met:

- de door de Regering vastgestelde referentieschaal;
- anciënniteit zoals erkend door de ONE volgens de regels die zij bepaalt;
- werkgeversbijdragen berekend op basis van het brutoloon;
- 2,5% van de brutovergoeding voor extra-RSZ werkgeversbijdragen;
- een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de daarmee verband houdende kosten van de RSZ;
- voor leidinggevend en psycho-medisch-sociaal personeel: een door de ONE vastgestelde vaste coëfficiënt voor vervangers;
- voor het personeel in de kinderopvang: een vast bedrag van 10% van het brutoloon ter dekking van de eigen kosten van de werkgever in verband met het thuis werken.

§ 2. Subsidies zijn alleen verschuldigd wanneer de werknemer zijn loon daadwerkelijk door zijn werkgever wordt betaald.

Voor pakketten met betrekking tot vakantiegeld en eindejaarspremie wordt rekening gehouden met alle periodes die vergelijkbaar zijn met vakantiegeld.

Naast de jaarlijkse verlofperiodes moeten periodes van afwezigheid van gesubsidieerd personeel worden gemeld aan de ONE en moet de inrichtende macht ervoor zorgen dat zij worden vervangen.

§ 3. De ONE houden op de in de artikelen 101 tot en met 103 bedoelde subsidies de door andere subsidieverlenende bevoegdheden toegekende maatregelen ter vermindering van de arbeidskosten in mindering, alsmede de eventuele verlagingen van de socialezekerheidsbijdragen in verband met deze maatregelen.

§ 4. Bij de uitvoering van het Tandemplan of Bruggpensioen, zoals omschreven in de artikelen 1, 9 en 11, blijven de gesubsidieerde personeelsleden die begunstigen in de zin van de artikelen 1, 12 worden, ondanks de vermindering van hun prestaties, nog vóór de toepassing van het tijdskrediet of bruggpensioen, in verhouding tot hun arbeidstijd gesubsidieerd worden, op basis van het barema dat is vastgesteld voor zijn personeelscategorie en zijn door de ONE erkende anciënniteit, op voorwaarde dat hij in zijn categorie wordt vervangen door een gekwalificeerde werknemer, in verhouding tot de vermindering van zijn arbeidstijd.

Wanneer de begunstigde langer dan een jaar afwezig is wegens ziekte, wordt het bedrag van de aan de gesubsidieerde opvangvoorziening toegekende subsidie berekend op basis van zijn door de ONE erkende barema en anciënniteit, in voorkomend geval tot zijn pensionering.

Wanneer de werknemer die in verhouding tot de vermindering van zijn uitkering de begunstigde vervangt, wegens ziekte afwezig is en niet wordt vervangen na de gegarandeerde wettelijke behandelingstermijn, wordt het bedrag van de voor de begunstigde verschuldigde subsidie in de zin van artikel 1, 12°, verminderd met het bedrag dat overeenkomt met de subsidie die normaliter voor deze vervanging zou zijn betaald.

**Art. 111.** De in artikel 102, § 2, bedoelde vergoedingen voor de administratie- en reiskosten van psycho-medisch-sociale hulpverleners worden als volgt berekend:

- De vergoeding voor administratieve kosten is vastgesteld op € 0,91 per kind.

- De reiskostenvergoeding is vastgesteld op 55,41 EUR per maand voor psycho-medisch-sociaal personeel in voltijds dienstverband. Voor personeel dat in deeltijd werkt, wordt het proportioneel verminderd.

De in het voorgaande lid bedoelde bedragen worden gekoppeld aan de consumptieindex.

**Art. 112.** De ONE houdt op de subsidie als bedoeld in de artikelen 102 en 103 de door de dienst voor kinderopvang ontvangen financiële bijdrage in.

### AFDELING 3. — BEREKENING VAN DE SUBSIDIE VAN ENE ZELFSTANDIGE ONTHAALOUDEUR

**Art. 113.** De in artikel 104 bedoelde subsidie wordt gekoppeld aan de gezondheidsindex.

### AFDELING 4. — BETALING VAN DE SUBSIDIES

**Art. 114.** Subsidies worden door de ONE op het einde van elk kwartaal betaald op basis van een verzoek om een driemaandelijks subsidie die vergezeld gaat van de vereiste bewijsstukken die de inrichtende macht overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten moet indienen.

In afwijking van het voorgaande lid wordt de in artikel 104 bedoelde subsidie betaald op basis van een aanvraag voor een jaarlijkse subsidie, vergezeld van een door de zelfstandige onthaalouder, overeenkomstig de door de ONE vastgestelde modaliteiten.

**Art. 115.** Voor subsidies voor kinderdagverblijven en diensten voor kinderopvang kan de ONE op verzoek van de inrichtende macht maandelijks voorschotten betalen.

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden wordt het bedrag van de maandelijks voorschotten vastgesteld op 75% van het bedrag van de opgebouwde subsidie.

**Art. 116.** Voor de inrichtende machten die een subsidie voor een betere sociale en/of uurlijkse toegankelijkheid ontvangen, wordt het saldo van het eerste kwartaal slechts betaald indien een activiteitenverslag wordt verstrekt overeenkomstig de modaliteiten die door de ONE zijn vastgesteld met betrekking tot de activiteiten van het voorgaande jaar.

**Art. 117.** Om de controle en toekenning van subsidies te vergemakkelijken, voldoet de inrichtende macht aan de aanbevelingen van de ONE op het gebied van boekhouding, IT en administratie.

De inrichtende macht verstrekt de informatie en documenten die ONE nodig heeft voor de controle op de op grond van deze titel verleende subsidies.

De in artikel 75 bedoelde algemene balansen over de werking hebben ook betrekking op de overeenkomstig deze titel verleende subsidies.

## HOOFDSTUK IV. — OPSCHORTING OF INTREKKING VAN HET RECHT OP SUBSIDIES

**Art. 118.** De beëindiging van de activiteiten en de intrekking van de vergunning leiden automatisch tot de intrekking van subsidies. Subsidies of maandelijks voorschotten die betrekking hebben op een periode na de datum van beëindiging van de activiteiten of de datum van intrekking van de vergunning worden terugbetaald door de inrichtende macht.

Schorsing van de activiteiten om andere redenen dan vakantieverlof en schorsing van de vergunning leidt automatisch tot schorsing van de subsidies totdat de activiteiten worden hervat. Elke subsidie of maandelijks voorschot voor een periode na de datum van de schorsing van de activiteit of de schorsing van de vergunning wordt terugbetaald door de inrichtende macht.

**Art. 119.** Wanneer de ONE vaststelt dat de inrichtende macht van een gesubsidieerde opvangvoorziening niet langer voldoet aan één van de voorwaarden van de subsidiëring of, behalve in dringende gevallen waarin de veiligheid en/of gezondheid van kinderen in gevaar is, aan één van de voorwaarden voor het behoud van de vergunning, kan de ONE in voorkomend geval na ingebrekestelling:

- 1° het recht op de subsidie binnen de nalevingstermijn opschorten;
- 2° het recht op de subsidie tijdelijk intrekken totdat de inrichtende macht de haar naar behoren gemelde onregelmatigheden heeft gecorrigeerd;
- 3° het recht op de subsidie definitief intrekken.

De beslissing van de ONE wordt gemotiveerd en zo spoedig mogelijk per aangetekende brief aan de inrichtende macht meegedeeld.

**Art. 120.** § 1. Een niet-opshortend administratief beroep kan worden ingesteld bij de Raad van Bestuur van de ONE. Dit beroep moet binnen 30 dagen na de kennisgeving van de sanctie per aangetekende brief worden ingesteld en moet de argumenten bevatten die de indiening van het beroep rechtvaardigen.

Binnen een maand na de indiening van het beroep roept de ONE de vertegenwoordiger van de inrichtende macht op om hem in staat te stellen zijn opmerkingen voor te leggen aan de Raad van Bestuur of de personen die uit zijn midden zijn aangewezen.

De dagvaarding wordt per aangetekende brief verzonden en vermeldt dat de inrichtende macht kan worden vergezeld door elke persoon van zijn keuze. Tussen de dagvaarding en het horen van de inrichtende macht of zijn vertegenwoordiger moet een minimumtermijn van 10 kalenderdagen liggen. Aan het einde van de hoorzitting worden notulen opgesteld en ter ondertekening aan de aanwezigen voorgelegd.

§ 2. De Raad van Bestuur beslist over het ingediende beroep en kan:

- 1° de beslissing om de subsidies in te trekken of op te schorten bevestigen;
- 2° de beslissing tot intrekking of opschorting van de subsidies ongedaan maken;
- 3° de beslissing om tijdelijk ingetrokken subsidies definitief in te trekken of omgekeerd wijzigen;
- 4° de duur van de schorsing of tijdelijke intrekking van subsidies beperken of verlengen;
- 5° een uiterste termijn toekennen voor de naleving van het recht op subsidies.

In alle gevallen wordt de beslissing van de Raad van Bestuur gemotiveerd en zo spoedig mogelijk per aangetekende brief ter kennis gebracht van de inrichtende macht.

## TITEL IV. — FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE OUDERS

## HOOFDSTUK I. — FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE OUDERS IN OPVANGVOORZIENINGEN WAAR DE INRICHTENDE MACHT NIET IN AANMERKING KOMT VOOR DE TOEGANKELIJKHEIDSSUBSIDIE

**Art. 121.** De zelfstandige onthaalouders en de inrichtende machten van de kinderdagverblijfs- en diensten voor kinderopvang die ofwel geen of slechts de basissubsidie ontvangen, bepalen zelf de hoogte, de berekening en de herziening van de financiële bijdrage van de ouders.

2. In afwijking van het eerste lid zijn de inrichtende machten die, hoewel zij niet in aanmerking komen voor de door de ONE toegekende toegankelijkheidssubsidie, van andere overheden dan ONE-subsidies ontvangen voor een bedrag dat gelijk is aan het bedrag van de toegankelijkheidssubsidie die ook bestemd is voor de toegankelijkheid van de opvangvoorziening, verplicht een financiële bijdrage te vragen overeenkomstig de in Hoofdstuk II vastgestelde modaliteiten.

**Art. 122.** De ONE kan, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, een vergoeding toekennen aan zelfstandige onthaalouders en aan de inrichtende machten van kinderdagverblijven en diensten voor kinderopvang die geen subsidie of alleen maar een basissubsidie ontvangen die, op verzoek van de ONE gedwongen werden hun opvangvoorziening te sluiten wegens uitzonderlijke omstandigheden als gevolg van natuurrampen, terroristische daden of banditisme, ongevallen of sociale of gezondheidsincidenten.

## HOOFDSTUK II. — FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE OUDERS IN OPVANGVOORZIENINGEN WAAR DE INRICHTENDE MACHT TEN MINSTE GENIET VAN DE TOEGANKELIJKHEIDSSUBSIDIE

**Art. 123.** De inrichtende macht van de opvangvoorziening of het kinderdagverblijf dat ten minste een toegankelijkheidssubsidie ontvangt, moet van de ouders een financiële bijdrage vragen, berekend zoals in dit hoofdstuk is beschreven.

**Art. 124.** § 1. De financiële bijdrage wordt gefactureerd aan de persoon of personen met wie de inrichtende macht of zijn vertegenwoordiger de opvangovereenkomst heeft gesloten.

§ 2. De financiële bijdrage wordt gefactureerd op basis van de aanwezigheidsdagen voorzien in de opvangovereenkomst, behalve in geval van gerechtvaardigde afwezigheden, tot een maximum van 40 dagen per jaar voor voltijdse aanwezigheid en pro rata in geval van deeltijdse aanwezigheid.

De redenen en motiveringsmodaliteiten die in aanmerking kunnen worden genomen tot het in het eerste lid bedoelde quotum van 40 dagen, zijn vermeld in bijlage 2.



Afwezigheden van meer dan één dag die het gevolg zijn van de onmogelijkheid om naar de opvangvoorziening te gaan wegens de gezondheidstoestand van het kind en die op grond van een medisch attest gerechtvaardigd zijn, worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het in het eerste lid bedoelde quotum van 40 dagen.

De sluitingsdagen van de opvangvoorziening worden in aanmerking genomen bij de berekening van de 40 dagen tot een maximum van 10 dagen.

**Art. 125.** Het dagelijkse bedrag van de financiële bijdrage wordt vastgesteld volgens het door de Regering vastgestelde barema, berekend op basis van de inkomsten van de ouders, die over het algemeen belastbaar zijn vóór aftrek van de kosten. Er wordt rekening gehouden met het inkomen van personen die deel uitmaken van de door de ouders verstrekte samenstelling van het gezin, met uitzondering van:

1° het inkomen van de kinderen;

2° het inkomen van de bloedverwanten in opgaande lijn voor zover zij de verantwoordelijkheid van het kind niet verzekeren.

De financiële bijdrage wordt vastgesteld op het maximum van het barema voor ouders die hun inkomen niet rechtvaardigen.

Dit barema omvat een minimum- en een maximumbijdrage.

Het barema wordt jaarlijks op 1 januari herzien op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de verstrekte formule.

**Art. 126.** § 1. Het barema omvat twee opties voor een dagindeling:

1. een barema van 100% voor een dagelijkse opvang tussen 5 en 10 uur

2. een barema van 60% voor een opvang van minder dan 5 uur per dag.

Wanneer ten minste twee kinderen uit hetzelfde gezin tegelijkertijd worden verzorgd, wordt de financiële bijdrage van elk kind verlaagd tot 70%. De geplande of gerechtvaardigde afwezigheid van een van de kinderen mag er niet toe leiden dat de ouders het voordeel van deze maatregel verliezen.

De financiële bijdrage wordt verlaagd tot 70% voor gezinnen met ten minste 3 kinderen voor wie zij verantwoordelijk zijn. Het kind waarvoor verhoogde uitkeringen worden ontvangen, telt als twee eenheden bij de berekening van het aantal kinderen in het gezin. Het kind dat alternerend woont wordt gerekend als één eenheid in elk gezin.

§ 2. De financiële bijdrage mag niet lager zijn dan de in de verdeelsleutel vastgestelde minimumbijdrage, met uitzondering van

- individuele afwijking die na een sociaal onderzoek is toegestaan;

- algemene afwijking die door de ONE is toegestaan op basis van de specifieke sociale component van het opvangproject.

**Art. 127.** § 1. De ONE stelt ouders een computerprogramma ter beschikking waarmee ze een verklaring kunnen verkrijgen die, op basis van het aanslagbiljet van de leden die deel uitmaken van het gezin – een verklaring omvat over het belastbaar inkomen voor fiscale doeleinden, vóór aftrek van de uitgaven gedeeld door 12 en de overeenkomstige financiële bijdrage van de verdeelsleutel.

§ 2. Bij gebrek aan een Belgisch aanslagbiljet van de personenbelasting en bijkomende belastingen, wordt de volgende behandeling in aanmerking genomen:

1° voor een werknemer: het netto maandsalaris, d.w.z. het bruto-inkomen verminderd met de werkelijk ingehouden RSZ of gelijkwaardige bijdragen en de daadwerkelijk ingehouden roerende voorheffing of gelijkwaardige inhouding gedurende een volledige en representatieve maand;

2° voor een beginnende zelfstandige of een beginnende meewerkende echtgeno(o)t(e): het maandelijks inkomen op basis waarvan de voorlopige bijdragen worden berekend, zoals bepaald in artikel 13*bis* van het Koninklijk Besluit nr. 38 van 27 juli 1967 tot regeling van het sociaal statuut van de zelfstandigen of het equivalent daarvan in het betrokken land.

De ouders dienen het kinderdagverblijf of opvangvoorziening een verklaring te verstrekken waarin de in aanmerking te nemen inkomsten en het dagelijkse bedrag van de financiële bijdrage worden vermeld. Op met redenen omkleed verzoek van de ouders kan het kinderdagverblijf of de opvangvoorziening hun een afwijking van het barema toestaan door middel van een sociaal onderzoek door het psycho-medisch-sociaal personeel.

**Art. 128.** De financiële bijdrage wordt jaarlijks op 1 januari herzien aan de hand van de overeenkomstig artikel 125 geïndexeerde tabel en een door de ouders te verstrekken bijgewerkt attest, tenzij hun kind in de loop van het jaar is ingeschreven. In dit geval wordt de financiële bijdrage uitsluitend herzien op basis van indexering.

**Art. 129.** Het niet betalen van de financiële bijdrage of het niet nakomen van de verplichtingen door de persoon (personen) die de opvangovereenkomst heeft (hebben) gesloten, kan leiden tot de eenzijdige beëindiging van de opvangovereenkomst na ingebrekestelling en sociaal onderzoek door het psycho-medisch-sociaal personeel.

#### TITEL V. — DE INTREKKINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

**Art. 130.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

**Art. 131.** De Minister van het Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en het Kind,  
A. GREOLI